

LE MONDE LIBERTAIRE



N° 1724
du 5 au 11 décembre 2013

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433



«Être progressiste consiste à lancer des pavés. Être anarchiste consiste à les envoyer le plus loin possible avec précision.»
Anonyme, mai 1968.



Vive l'outrage !

KALEM

M 02137 - 1724 - F: 2,00 €

Le Front de gauche expulse des Roms PAGE 3



Patinage et confusion. Par ces deux mots, on pourrait résumer le climat ambiant dans lequel est actuellement plongé l'Hexagone. Du côté des luttes sociales, les syndicats font du grand n'importe quoi : après s'être rapprochée de FO, la CGT tend désormais la main à la CFDT, laquelle est, depuis l'accession de Hollande au pouvoir, le marchepied syndical de l'État et de sa politique patronale. Au milieu de ces tractations qui patinent et ne savent plus dans quel sens aller, la plupart des salariés ne savent plus quoi faire, et certains en viennent à tisser des liens douteux pour créer des mouvements ambigus, mêlant revendications salariales, patronat et extrême droite. L'État, lui, en revanche, conserve le même cap. Surtout en matière de xénophobie, combat dans lequel il est désormais ouvertement soutenu par le Front de gauche qui, à Saint-Ouen, n'a pas hésité, en plein hiver, à expulser plus de 500 Roms de leur campement de fortune. Ça, c'est pour les Roms, mais ce ne sont pas les seuls à en baver, la critique de l'islam servant toujours de prétexte à taper sur tout ce qui est un brin différent, d'origine africaine ou orientale. Bref, les amalgames et les confusions sont légion et le pouvoir les cultive abondamment pour conforter son assise en instaurant un climat de peur et de haine. Mais la confusion peut aussi parfois être le fait de camarades issus de nos milieux militants anarchistes, qui se laissent berner, par naïveté ou fainéantise d'esprit, par les discours réactionnaires, racistes et antisémites. En cette période trouble, où les acquis d'hier sont désormais tous en passe d'être sabotés, la vigilance est plus que jamais requise, et l'esprit critique se doit d'être particulièrement aiguisé pour ne pas faire le jeu de la bête immonde, de l'État et des possédants.

Sommaire

Actualité

- Expulsion du rom de Saint-Ouen**, par Fred, page 3
Réforme ferroviaire : ça déraile, par Olivier, page 4
Pôle emploi en plein boom, par Justhom, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
Le ni-ni de Touraine, par P. Schindler, page 7
Gaz de schyste : système aux abois, par J.-P. Tertrais, page 8
Injurions les hirondelles ! par R. Pino, page 10

Arguments

- Pourquoi se prévenir des flics**, par Interstice, page 12
De l'instrumentalisation de l'enfant, par M. Joffrin, page 14

Histoire

- Front populaire : quand tout était possible**, par F. Roux, page 16

À lire

- L'affaire Durand**, par H. Lenoir, page 19
Le Grand Nord exige l'entraide, par G. Goutte, page 20

Le mouvement

- Manif contre les violences faites aux femmes**, par Regard noir, page 21

Illustrations

Aurélio, Kalem, Krokaga, Milan, Riri, Yann

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdo, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdo, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdo, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

L'abonnement à la version numérique du journal est à moitié prix.

Tous ces abonnements peuvent se faire en ligne sur www.monde-libertaire.fr.

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Expulsion du camp rom de Saint-Ouen

Place nette pour les promoteurs

MERCREDI 27 NOVEMBRE, à l'heure du laitier, une opération policière a visé le campement rom de Saint-Ouen. Quartier bloqué, rues barrées, fourgons de flics par dizaines : le dispositif habituel. En l'espace de deux heures, l'espace était vidé de ses 500 habitants (300 autres, avertis de l'imminence de l'expulsion, avaient, la veille, quitté les lieux), et les pelleteuses pouvaient enfin s'attaquer aux baraques, détruisant méthodiquement toute trace de ce que les médias s'empressèrent de nommer «le plus grand bidonville de France». Qui fut à l'origine de cette nouvelle expulsion, qui jeta à la rue, au début de l'hiver, enfants, parents et grands-parents ? Le premier magistrat de la ville, la maire Jacqueline Rouillon, étiquetée... Front de gauche.

C'est que les élections approchent, qu'elles ne sont pas gagnées. Il convient, dès lors, de caresser l'électeur dans le sens du poil, fût-il celui de la bête immonde et du racisme crasse. C'est, surtout, que les Roms avaient eu l'indélicatesse de s'installer au milieu des Docks, ghetto boboïde en voie de construction. Ce quartier à venir (près de 30 % de la superficie de la ville) constitue un enjeu de taille pour les Kaufman & Broad et autres Nexity. Bien entendu, y sera bâtie une poignée de logements sociaux, histoire de donner le change, mais l'essentiel de l'opération est portée par ces promoteurs privés, lesquels, non sans raison, offrant aux portes de Paris pléthore de logements neufs, comptent bien en tirer de substantiels subsides. Encore faut-il, auparavant, nettoyer la ville des scories nuisant à leur business. Ainsi, Manuel Valls, interlocuteur régulier de Madame la maire, s'est-il empressé de placer en ZSP (zone de sécurité prioritaire) certains quartiers de la ville, de façon à contraindre le commerce de la drogue à émigrer plus loin, au-delà des frontières proches du futur quartier. Ainsi, 800 habitants roms renvoyés à la rue pèsent bien peu au regard de l'urgence qu'il y a à bâtir résidences privées et équipements publics destinés aux futurs propriétaires.

L'historique du rapport entre cette municipalité à tendance communiste sécuritaire et la communauté des Roms ne date pas d'hier. 2005 : naissance du premier festival Jazz à puces, clairement dédié au jazz et à la musique manouche. À Saint-Ouen, on n'aime pas les Roms, mais on apprécie leur musique. 2008 : deux campements sont évacués, à l'époque déjà installés dans le quar-



Photo : Daniel Maunoury.

tier des Docks, sur des espaces convoités par la mairie en vue de revente aux promoteurs. La même année, on inaugure un «village d'insertion» accueillant une vingtaine de familles triées sur le volet, clos de palissades en tôle et gardées par des maîtres-chiens. Au final, ce village sera un échec complet, le schéma imposé de l'intégration à marche forcée se révélant catastrophique auprès d'une population qui, nonobstant les jérémiades du ministre de l'Intérieur, se revendique différente, héritière d'une culture, d'une histoire et d'une langue lui étant propres, et ne comptant pas les renier. Juin 2013 : la mairie de Saint-Ouen décide la fermeture du fumeux «village d'insertion». Les huit familles qui s'entêtaient à l'occuper encore se voient privées d'électricité. Après une première tentative d'expulsion via la police municipale (qui ordonne aux familles de quitter les lieux illico, au risque d'y être contraints le lendemain «par la force»), on découvre que Séquano, aménageur public urbain, pousse les feux afin de récupérer le terrain... C'est ensuite, il y a quelques jours, l'évacuation du grand campement, évacuation justifiée par d'abracadabranntes motifs, dont celui de menacer l'approvisionnement en chauffage d'une partie de la ville et même de Paris ! Or, si le campement s'était établi aux abords d'une voie ferrée conduisant à la centrale de chauffage, aucun train ne circule sur ces voies, l'approvisionnement en charbon se faisant par camions. L'argument

tombant de lui-même, furent alors évoquées des conditions d'hygiène allant se dégradant. Vieille méthode qui a fait ses preuves : priver 800 personnes de bennes à ordures, de sanitaires, d'accès à l'eau potable est le plus sûr moyen de pouvoir dénoncer ensuite lesdites conditions. Au prétexte desquelles on prononcera l'expulsion.

Au final, la schizophrénie d'une mairie vantant la mixité sociale mais se débarrassant de toute population ne correspondant pas aux critères arrêtés par elle en dit assez sur son projet, sur sa vision du «vivre ensemble». Vivre ensemble, oui mais avec qui ? Madame la maire décide pour nous de qui seront, ou non, nos futurs voisins. Est-elle à ce point autiste qu'il faille répéter une nouvelle fois que communauté rom, population locale, population nouvelle peuvent parfaitement cohabiter pour peu qu'on s'en donne les moyens ? À l'heure où s'écrivent ces lignes, il semble que les anciens habitants du campement des Docks soient en train de s'installer porte de Paris, à Saint-Denis, sur l'emplacement bien connu de ceux qui en furent expulsés, il y a quelques mois. Lors de l'évacuation du campement de Saint-Ouen, la plupart n'ont opposé aucune résistance : la force de l'habitude et de l'aller-retour, la lassitude, assurément.

Fred

Groupe Saint-Ouen
de la Fédération anarchiste

Réforme ferroviaire

Ça déraile !



DEPUIS LE 16 OCTOBRE 2013 et la présentation, en Conseil des ministres, du projet de loi réformant le ferroviaire, il n'y a guère de communication sur le contenu de la réforme. En lien avec le projet de réforme, les directions ont annoncé les plans Excellence 2020 à la SNCF et Réseau 2020 à Réseau ferré de France (RFF). Il s'agit de tentatives de mettre en œuvre la réforme en s'attaquant aux métiers, à la sécurité et aux conditions de travail des cheminots. Les syndicats (CGT, SUD Rail et Unsa) estiment, en outre, que le projet de réforme est « non financé ». « Le financement du projet se fera sur le dos des cheminots » par la recherche de gains de productivité qui « dégradera les conditions sociales et de travail des cheminots ».

Quels bénéfices pour les usagers ? Quels bénéfices pour les cheminots ?

Sur le fond, à défaut de regrouper le ferroviaire dans un seul établissement public à caractère industriel et commercial (Epic, comme avant 1997 avec la création de RFF), le choix des politiques s'oriente vers le partage en trois. Sous couvert de réintégration de RFF vers la SNCF, la proposition de loi préconise la création de trois Epic :

– Epic de tête, entité RH (administratifs, SUGE, CMGA...), censée assurer la cohésion des deux nouvelles entreprises, coiffant :

– Epic SNCF réseau (agents de l'équipement, aiguilleurs, horairistes, informatique, etc.),

– Epic SNCF mobilité (traction, contrôle, matériel, accueil, fret, gestion des gares, etc.).

Toujours sur le fond, ces trois Epic pourraient-ils embaucher au statut ? Quel avenir pour notre caisse de prévoyance ?

Après les luttes de novembre-décembre 1995, nous avons obtenu que la dette du ferroviaire soit celle de l'État, la création de RFF, en 1997, devait apurer la dette. Évidemment, comme nous le dénoncions à l'époque, le coût des péages n'a cessé d'augmenter.

Depuis janvier 2013, nous en sommes à sept journées de mobilisation (emploi, salaire, réforme, etc.) par la grève carrée. Or, face aux volontés des libéraux, nous ne pourrions pas le faire reculer sans un mouvement d'ensemble reconductible. Et ce n'est pas avec l'appel unitaire, CGT-Unsa-SUD-Rail du 22 novembre 2013 – « Le projet de loi présenté au conseil des ministres le 16 octobre dernier, les tentatives des premiers dirigeants de la SNCF de faire la réforme avant la réforme, en s'attaquant aux métiers, à la sécurité et aux conditions de travail des cheminots, nécessitent un fort avertissement par une intervention de haut niveau de l'ensemble des cheminots. » – que nous obtiendrons la satisfaction de nos revendications.

À ce jour, aucun rassemblement, aucune manifestation ne sont prévus le 12 décembre 2013. Non seulement la grève sera carrée, mais, en plus, les cheminots sont appelés à la grève à la maison... Oulala, Pepy, et Cuvellier n'ont plus qu'à trembler... Le 12, la grève et le 13, tous au boulot !

La Fédération CGT des cheminots devait rédiger un document de vulgarisation du contenu du projet de loi. À ce jour, rien !

Dans ce contexte, et avec cette stratégie, il sera aussi facile pour les centrales syndicales de dire que les cheminots ne se sont pas mobilisés...

Olivier

*Syndicat CGT des cheminots
Sympathisant du groupe Salvador-Seguí de la FA*

Ecotaxe/Ecomouv' : le silence de la direction de l'entreprise SNCF (participant à hauteur de 10%) en dit long sur les choix stratégiques et financiers de l'entreprise nationale. Il est surprenant qu'une entreprise publique s'associe avec des entreprises privées étrangères pour la collecte de l'impôt. 20% des sommes collectées seraient attribuées à cette structure pour le fonctionnement (frais de gestion). À mettre en perspective avec les moins de 5% à la Sécurité sociale.

Pôle emploi en plein boom



À DÉFAUT de pouvoir empêcher les entreprises de fermer leurs portes et de juguler la progression du chômage, les politicards et les élus de Rouen en sont réduits à agrandir les agences de Pôle emploi. C'est ainsi que, lors de l'inauguration de la nouvelle agence de Saint-Sever, c'est toute honte bue que préfet, maire et conseiller général du secteur se sont gargarisés et réjouis d'avoir inauguré la plus grande agence pôle emploi de Haute-Normandie!

D'autant qu'aucune de ces « importantes » person... inutilités » n'a parlé d'emploi... Le préfet a mis l'accent sur l'accessibilité de la nouvelle agence par les transports en commun. Le conseiller général s'est félicité des bonnes avancées en matière de contrats d'avenir. Le maire de Rouen s'est réjoui de voir le dernier espace foncier disponible sur la zone d'aménagement Saint-Sever enfin occupé par un service public. Comme on peut le constater l'emploi n'est pas leur préoccupation première.

D'où la transformation de Pôle emploi en pôle chausse-trape.

Seulement ces agences « Pôle emploi » sont totalement démunies en ce qui concerne les offres et les moyens devant permettre à ceux qui sont contraints par le système capitaliste de les fréquenter de retrouver ou de trouver un hypothétique

emploi. Les agences Pôle emploi sont devenues des chausse-trapes pour chômeurs et servent de machine à calculer le nombre de chômeurs qui chaque jour vient grossir les effectifs, de la première entreprise de la ville. Pôle emploi à Rouen, c'est plus de 12 000 demandeurs d'emploi pour 105 000 habitants et une population active de 40 000 personnes. Alors, que cette maison soit accueillante, grande et spacieuse, que le personnel soit compétent ou pas, les demandeurs d'emploi qui viennent chaque jour n'en ont rien à faire. Car le peu d'offres qui leur sont faites ne sont absolument pas en mesure de répondre à leurs attentes (petits salaires, travail précaire, conditions de travail désastreuses, offre qui ne correspond pas à la qualification, lieux de travail parfois à plus de 50 kilomètres du domicile). Pourtant, ce qui importe et préoccupe les demandeurs d'emploi, c'est comment ils vont boucler les fins de mois car, plus la durée du chômage est longue, plus les allocations chômage se réduisent. Mais doivent-ils accepter pour autant n'importe quoi et dans n'importe quelle condition? Non, cela va de soi. C'est pour cela que les agences Pôle emploi sont aujourd'hui perçues par les demandeurs d'emploi comme des pôles négatifs, des pôles de l'inutilité, des pôles de l'indifférence, des pôles de l'abaissement, des pôles

de la crainte d'être radié de la liste des demandeurs d'emploi, avec pour conséquence la suppression de l'indemnité chômage. Les agences de Pôle emploi se sont transformées en pôles chausse-trapes. Il s'agit pour cet outil au service du patronat et des politicards d'offrir aux patrons une réserve inépuisable de main-d'œuvre taillable et corvéable à merci et pour les politicards de leur donner la possibilité de traficoter à la baisse la comptabilité du nombre de chômeurs, afin de tenter d'inverser cette fameuse courbe du chômage, obsession du président.

Justhom

Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

Brèves de combat

Correcteurs en colère

Vendredi 29 novembre, plusieurs syndicalistes du Syndicat des correcteurs CGT ont distribué des centaines de tracts devant le Salon du livre et de la presse jeunesse de Montreuil pour dénoncer les conditions de travail des correcteurs de l'édition : salaires dérisoires au montant constamment variable, chantage à l'emploi, contrainte d'adoption du statut d'auto-entrepreneur, etc. Derrière la culture, il y a toujours eu l'exploitation capitaliste !

Thaïlande

Des manifestants réclament depuis des semaines le départ du gouvernement thaïlandais. Ils sont entrés de force au quartier général de l'armée de terre et ont assiégé le siège du parti au pouvoir. La mobilisation dure depuis un mois contre le chef du gouvernement, Yingluck Shinawatra, et son frère Thaksin, en exil, qui devrait bénéficier d'une loi d'amnistie. La colère des manifestants est motivée par leur haine du milliardaire, symbole de la corruption généralisée dans le pays.

L'horreur afghane

Rohullah Qarizada, membre de la commission sur la loi coranique, a annoncé : « Nous travaillons sur un projet de Code pénal de la charia prévoyant que la lapidation serait la sanction de l'adultère, s'il est confirmé par quatre témoins oculaires. » Que faire ?

Météo syndicale

« Thierry Lepaon se rend à la CFDT ce 25 novembre. Pour quelle unité? Berger-CFDT est coauteur de l'ANI, devenu cette loi qui permet aux patrons de licencier à tour de bras les uns et de laminer les acquis des autres. Berger a signé la retraite Hollande à 43 unités pour une pension désindexée. L'unité? Elle ne peut être un airbag pour Hollande et un parachute pour Ayrault. Ils ont tous les pouvoirs, du Parlement aux régions, des départements au gouvernement. Ils exercent ce pouvoir contre les salariés, qu'ils assument les conséquences sociales. L'unité est faite pour l'action en défense des intérêts des salariés. Pour agir, pas pour freiner, mais pour avancer. » À lire ce communiqué syndical sur le blog d'une fédération de la CGT, on se dit que les débats internes rentrent dans le vif. La fronde contre Montreuil perdurera-t-elle après la fièvre pré-municipale? C'est la question qu'il faut se poser¹.

On l'a déjà dit, le nouveau « pas de deux » CFDT-CGT en étonne plus d'un, le moins qu'on puisse dire est que ça passe mal à la base comme dans la militance mandatée, et ce à tous les échelons. Dans son éditorial de la semaine dernière, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, mettait les pieds dans le plat : « Délaissant le téléphone et le contact direct, les secrétaires généraux de la CGT et de la CFDT ont utilisé le courriel pour s'adresser aux autres organisations syndicales. Curieuse méthode! Quand vous voulez « inviter » quelqu'un, vous vous assurez au préalable qu'il veut vous voir et qu'il est disponible. C'est la raison pour laquelle j'ai répondu que nous ne répondons pas aux convocations. » Dont acte!

Il est, certes, un peu tôt pour décréter que l'ébauche d'un front syndical minimum contre l'alliance de fait gouvernement-Medef est partie aux oubliettes. Mais il faudra plus que des déclarations contradictoires émanant des états-majors syndicaux. Prenons un exemple de la semaine dernière. Mardi 26, le lendemain,

donc, de la rencontre au sommet CFDT-CGT, était organisée une journée d'action CGT-FO-FSU et Solidaires contre le projet de réforme des retraites. Le moins qu'on puisse dire, c'est que le combat se fait en ordre dispersé! Ou alors que la centrale de Montreuil multiplie les fronts pour ménager les appétits de certains pour engranger aux municipales?

Quant à nos camarades de Goodyear-Amiens, en gros, à part la presse locale, il y a quasiment un opaque silence radio. La semaine dernière, jusqu'à 400 travailleurs de Goodyear ont manifesté devant la Direction du travail. (1 173 emplois sont menacés). Des pneus ont été brûlés. « On n'est pas morts, on ne finira pas comme les Peugeot ou les Conti », a déclaré le délégué CGT Mickaël Wamer. Ces actions arrivent-elles trop tard? Comme le dirait le camarade Varlope, quand l'ambition politique met sa patte sur le syndicalisme, ça ne fait pas bon ménage!

Y a qu'à voir à Florange où le « leader charismatique » Édouard Martin serait en « bonne position » sur une liste PS aux élections européennes. Plumer la volaille syndicaliste pour remplumer les dépouilles socialistes? Un nouveau brochet pour définir l'intangibilité de la courroie de transmission? Rideau, en attendant des jours meilleurs.

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. Quand vous lirez ce Monde libertaire, se déroulera le congrès de l'union départementale CGT de Paris. Chambre d'enregistrement ou départ vers autre chose? Sans trop d'illusions, on verra bien.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



L'horreur russe

Vingt-neuf des trente membres de l'équipage du navire de Greenpeace Arctic-Sunrise arrêtés en septembre après une action ciblant une plateforme pétrolière de Gazprom dans l'Arctique ont été libérés. Le trentième, l'Australien Colin Russell a, pour sa part, vu sa détention provisoire prolongée de trois mois, jusqu'au 24 février 2014.

Demi-bonne nouvelle italienne

Déchu de son poste de sénateur, Berlusconi ne peut plus se présenter aux élections pendant six ans. Bon débarras ! Cependant, ses sbires se disputent déjà la place.

Toutes nos confuses !

Elle s'était un peu calmée, mais la Commission du citoyen pour les droits de l'homme (CCDH) recommence à inonder la presse de sa propagande nauséabonde. La CCDH est une branche de la Scientologie à ne pas confondre avec la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH). Depuis sa création, cette association dénonce les abus psychiatriques (internements forcés, électrochocs, emploi de drogues). Les psychiatres et psychologues y sont tous massivement associés. Dernièrement, à l'occasion de la mort de Lou Reed, la CCDH a organisé une manifestation à Paris et même *Le Monde libertaire*, pourtant vigilant, s'est fait avoir en annonçant la manif, les confondant avec la CNCDH. On ne nous y reprendra plus ! Ni dieu, ni maître, ni sectes.



Prostitution Le ni-ni de Marisol Touraine



C'EST CE QUE L'ON POURRAIT APPELER « ne pas vouloir appeler un chat un chat » : à propos de la pénalisation des clients des travailleuses et travailleurs du sexe, lors de son audition par la commission spéciale prostitution de l'Assemblée nationale, la ministre de la Santé a pris une position à la fois originale et qualifiée, par l'association Act up Paris, de « criminelle » : elle n'a pas pris de position du tout ! Alors que l'ensemble des associations de santé, de santé communautaire et de lutte contre le sida s'opposent à la mise en place de la pénalisation des clients des travailleurs du sexe, Marisol Touraine a asséné : « Il ne m'appartient pas d'avoir une position en tant que ministre en charge de la santé sur ce point précis. » Cependant, dans son exposé introductif, la ministre a indiqué prendre en compte les multiples rapports et expertises qui vont à l'encontre de la mise en place de la pénalisation des clients. Elle a en effet mentionné à plusieurs reprises le récent rapport de l'Igas publié à la Documentation française et cité deux études attestant des conséquences sanitaires dramatiques, liées à la mise en place du « modèle suédois » et rappelé l'avis de la commission mondiale sur le VIH et le droit du Pnud¹, soit : « La loi suédoise aurait aggravé les conditions de vie des travailleurs et travailleuses du sexe et ce faisant rendu plus difficile leur accompagnement sanitaire. » Marisol Touraine a également insisté sur « l'incidence notoire sur la santé des mesures qui accroissent la clandestinité des personnes prostituées », et relayé les constats d'associations de terrain concernant la

dispersion des prostituées de rue depuis la mise en place de la LSI² et son arsenal répressif. La ministre a, donc, énuméré les raisons d'ordre sanitaire de s'opposer à la mise en place de la pénalisation des clients, pour finalement refuser de se prononcer ! Quel courage politique... Pour sa part, Act Up-Paris avait rencontré, courant octobre, le cabinet de la ministre. Questionnés sur leur position quant au projet de loi abolitionniste, ses membres avaient alors indiqué que le ministère était opposé à la pénalisation des clients des prostituées, sur les mêmes constats et orientations que les associations de santé. Mais, bien évidemment, le discours public est sorti rempli de nuances... La ministre de la Santé s'est défaussée, ne s'est prononcée sur rien et a annoncé que « rien n'était de son ressort ». Alors, si Marisol Touraine reconnaît n'avoir aucune opinion, aucune prérogative, pourquoi est-elle élue ? Et qu'on ne vienne pas reprocher aux anarchistes de dire tout haut ce que beaucoup pensent tout bas : que les élus ne servent à rien et que les individus ne doivent compter que sur leurs propres forces !

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

1. Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

2. Loi sur la sécurité intérieure.

Gaz de schiste

Un système aux abois



Jean-Pierre Tertrais

*Groupe La Sociale
de la Fédération anarchiste*

À UN RYTHME ACCÉLÉRÉ par la révolution industrielle et le système capitaliste, nous avons éventré le sous-sol de la planète, massacré les forêts, appauvri les terres arables, vidé les océans, couvert les territoires d'autoroutes, de voies ferrées, de zones industrielles, de centres commerciaux, et même perturbé le climat. Au nom de l'efficacité. En oubliant seulement à quel prix humain, écologique, celle-ci a été rendue possible. Course au profit, aveuglement, orgueil démesuré. Le recours abusif à l'abstraction, l'artificialisation des différents milieux et des modes de vie, la financiarisation de l'économie nous ont éloignés des réalités concrètes, au point de confondre richesse et argent, de ne pas voir que les activités humaines dépendent toutes des processus naturels, de considérer la biosphère à la fois comme un réservoir de matières premières et un dépotoir.

La croissance inhérente au fonctionnement du capitalisme a rendu la « mégamachine » totalement dépendante du pétrole, c'est-à-dire d'une énergie abondante et bon marché ; la production de masse a permis d'obtenir des économies d'échelle, et notamment des coûts de transport quasi négligeables. Or les conditions qui ont favorisé cette énergie de manière si avantageuse pendant un siècle ont disparu. La réalité qui se profile, c'est l'épuisement des carburants fossiles (et plus largement un avenir de pénuries énergétiques et matérielles), la loi des rendements décroissants (les réserves facilement accessibles s'épuisent, elles doivent être remplacées par d'autres, plus coûteuses à extraire), la

destruction des services gratuits rendus par la nature, la montée en flèche des coûts des dommages environnementaux. Les coûts de la croissance continuant à augmenter plus vite que la croissance elle-même, la sagesse voudrait que l'on écrase la pédale frein pour éviter de percuter le mur, que l'on remette en cause les dogmes de nos experts, que l'on reconnaisse les limites naturelles dont nous ne nous affranchirons jamais. Or le capitalisme n'a même pas ce choix : boulimique d'énergie, et malgré les signes de plus en plus évidents de sa désintégration, il ne peut que se lancer dans l'exploitation d'une autre ressource, plus abondante, que chercher tous les moyens de retarder l'inéluctable, que fournir – une nouvelle fois – une réponse technique à un problème politique, philosophique. Stratégie désespérée qui consiste à vouloir éteindre un incendie en l'arrosant avec de l'essence. Suicidaire fuite en avant.

La course folle au gaz de schiste

Or cet eldorado énergétique censé assurer l'approvisionnement continu du système en hydrocarbures, ce sont les « non conventionnels », et notamment le gaz de schiste (tout en continuant, bien entendu, selon les conditions locales, à exploiter les autres énergies fossiles). Sans surprise, tous les ingrédients se trouvent réunis pour rassurer les populations. D'abord, on évite d'informer, de consulter. Et lorsque, malencontreusement, les questions surgissent, après avoir rappelé qu'il s'agissait d'une technique parfaitement maîtrisée, utilisée depuis une soixantaine d'années « sans

incident notable », on invoque : l'indépendance énergétique, la baisse des prix des énergies, la création d'emplois. Alors qu'en est-il ?

Loin des discours des industriels, la réalité sur le terrain et les nombreux témoignages recueillis mettent en évidence que les inconvénients excèdent largement les avantages (voir *Gaz de schiste* de M. Jobert et F. Veillerette – Ed Babel). En premier lieu, les conséquences environnementales et sanitaires de l'exploitation du gaz de schiste.

L'extraction des hydrocarbures « non conventionnels » nécessite des quantités d'eau phénoménales, injectées sous haute pression, pour fracturer la roche. Sachant qu'environ 35 000 puits sont fracturés chaque année pour les seuls Etats-Unis, et qu'un puits est fracturé plusieurs fois pour atteindre une rentabilité satisfaisante, ce sont entre 265 et 539 milliards de litres qui sont nécessaires, d'une ressource pour laquelle de nombreux peuples se déchirent à travers le monde.

Le deuxième ingrédient indispensable à la fracturation hydraulique, ce sont les produits chimiques qui composent les boues et les fluides de fracturation. L'opacité la plus totale règne sur la composition des produits utilisés. Une scientifique, Theo Colborn, dressera une liste de 944 produits commerciaux utilisés dans la fracturation, dont seules 353 substances seront formellement identifiées par un numéro de code. Plus de 80 % de ces substances chimiques ont des effets sur la peau, les yeux ou le système respiratoire. La moitié



d'entre elles peuvent endommager le cerveau ou le système nerveux. Environ 40 % ont des effets négatifs sur le système immunitaire ou cardiovasculaire. 37 % d'entre elles ont une activité de perturbation endocrinienne, 25 % sont potentiellement mutagènes et cancérogènes. Un palmarès éloquent ! Or les rares études disponibles sont celles réalisées par les industriels eux-mêmes et donc couvertes par le secret industriel ! Bien entendu, ces produits contaminent l'eau du robinet et des cours d'eau. De plus, la remontée du gaz charge l'eau d'éléments hautement toxiques (cyanure, nickel, toluène...) et même favorise l'irruption de composés radioactifs provenant des couches géologiques profondes

Par ailleurs, les centaines de camions qui sillonnent les routes pendant des mois lors d'un chantier provoquent des nuages de poussières et dissipent les gaz dus à la combustion du gasoil. Autre nuisance, le bruit qui règne – vingt-quatre heures sur vingt-quatre – autour des plates-formes de forage (compresseurs d'air, mise en place de la foreuse, véhicules de grand gabarit) et qui génère du stress, de l'anxiété et diverses pathologies. À ce sinistre bilan, il faut ajouter les paysages ravagés, défigurés à jamais : des puits et des routes, sur des centaines d'hectares, ainsi que les tremblements de terre (sept cents environ en six mois dans l'Arkansas, entre août 2010 et février 2011). Il faut savoir en effet qu'entre 20 et 40 % seulement du volume de gaz présent dans le sous-sol peuvent être extraits. Un pourcentage qui tombe à 1 ou 2 % (!) pour le

pétrole de schiste. Il faut donc multiplier les forages pour obtenir un niveau de rentabilité satisfaisant.

Et, comme si ces bémols ne suffisaient pas, les industriels et responsables d'administration américaine se montrent (discrètement) très inquiets de la rentabilité économique réelle des gaz de schiste. Par ailleurs, les réserves mondiales pourraient avoir été largement surestimées : il faut bien maintenir le moral des troupes. De toute manière, l'exploitation du gaz de schiste est incompatible avec l'objectif de lutte contre le dérèglement climatique.

S'opposer au mirage énergétique

En Pologne, premier pays européen où a commencé l'exploitation de ce gaz, et où la classe politique fait miroiter la promesse d'indépendance vis-à-vis du gaz russe, de nombreux habitants, excédés par les fissures dans les murs des bâtiments et le ballet incessant des bulldozers à quelques dizaines de mètres, se battent pour la sauvegarde de leurs villages, de leurs maisons, de leurs exploitations agricoles, de leur eau, de leur santé. En Roumanie, galvanisée par un pape hors norme, la résistance fait rage. Une concession de 600 000 hectares obtenue du gouvernement par la société américaine Chevron a mis le feu aux poudres. Dans une région où le manque d'eau n'est pas rare en été, les agriculteurs s'inquiètent de voir leurs champs se couvrir de forages, et notamment redoutent les risques de pollution des nappes phréatiques.

En Argentine, la faible capacité d'investissement des entreprises nationales a offert à des entreprises comme Exxon, Chevron ou Total des partenariats (entendez : concessions accordées pour trente-cinq ans, avantages fiscaux, garanties de prix et aides à l'exportation !). Ces manœuvres, orchestrées sur les terres des Indiens Mapuche, ont déclenché des manifestations, bien entendu, brutalement réprimées par la police locale. En France, et plus précisément en Ardèche, ce sont des permis exclusifs d'exploration et d'exploitation octroyés en 2010 dans la plus grande discrétion qui vont engendrer une mobilisation remarquable, qui devra son ampleur à la priorité accordée au fonctionnement collectif : actions d'information et de sensibilisation envers la population ; mutualisation des compétences scientifiques, juridiques, environnementales ; coordination des organisations associatives, syndicales et politiques. Plusieurs permis seront abrogés.

Scandant des slogans tels que « Nos pâturages valent mieux que vos forages », « Pas des maso-schistes », « No gazaran », plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans la Drôme et le Jura le 19 octobre contre l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste à l'occasion de la Journée internationale contre le « fracking », répondant à l'appel de plusieurs collectifs dont les objectifs sont de partager les expériences de mobilisation, d'évaluer les avancées obtenues, de rendre plus visible le réseau de résistance internationale.

J.-P. T.

Gardes civils, *mossos*, CRS, BAC, etc. **Injurions les hirondelles**



« Dès la naissance ils te rabaissent.
En ne te laissant pas le temps de souffler.
Ils te blessent chez toi et te frappent à l'école.
Ils te détestent si tu es habile et te méprisent si tu es un imbécile.
C'est quelque chose d'être un héros de la classe ouvrière. »

John Lennon, *Working Class Hero*.



Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

DANS MA PRIME ENFANCE, on voyait passer à vélo, deux par deux, les policiers en patrouille que l'on surnommait « hirondelles ». Pourquoi ? Parce que « Hirondelle » était la marque de leur engin à deux roues. Aujourd'hui, il y a de nouvelles brigades à vélo (qui vont par trois), mais la marque n'est plus la même. Exit, donc, l'hirondelle, le surnom de ces flics, ainsi, d'ailleurs, que les oiseaux du même nom qu'on ne voit guère dans le ciel parisien, même au printemps. Ne restent aux beaux jours que les martinets (les oiseaux, pas les anciens instruments de correction pour enfants pas sages). Les policiers ne sont pas dotés d'un autre genre de martinet, mais plutôt de matraques, ou tonfas, dont ils savent faire usage. Et quand ça ne suffit pas, l'État vient à la rescousse avec son arsenal juridique. S'il y a insuffisance de sanctions prévues, on allonge la sauce.

Hier

Comme, par exemple, en Espagne où, il y a plus d'un an, Cristina Cifuentes (députée de droite, et déléguée du gouvernement à la Communauté de Madrid) menaçait déjà d'utiliser tous les moyens légaux pour contrôler (entendez « affaiblir ») la contestation, trouvant le cadre actuel trop « permissif » avec le droit de réunion et de manifestation. Motif invoqué ? Il s'agissait de « rationaliser » l'usage de l'espace public, car, avec plus de 3 400 manifestations et rassemblements à Madrid pour l'année 2012, ça bouche un peu. Cristina Cifuentes en a rajouté une louche en déclarant que, dans ces rassemblements ou manifestations d'opposition à la

politique de son gouvernement, se trouvaient des « putschistes et/ou des néonazis ». Détail piquant quand on sait qu'elle est membre du Parti populaire¹, créé par Manuel Fraga, ancien ministre de Franco.

Aujourd'hui

Une nouvelle loi, dite « loi de sécurité citoyenne », est présentée par Jorge Fernández Díaz, ministre de l'Intérieur du même gouvernement de droite. Son but avoué est de durcir les sanctions prévues contre ceux qui manifestent ou se rassemblent sans autorisation devant les bâtiments officiels de l'État, Cortes, Sénat, parlements... Il en coûtera désormais entre 1 000 et 30 000 euros d'amende pour les « fautes » légères, voire de 30 000 à 600 000 euros pour ce qui sera jugé comme un délit grave, qu'il s'agisse de membres de mouvements de défense des libertés collectives ou syndicales ou d'individus isolés.

Créer des embouteillages (manifs de taxis, chauffeurs routiers, etc.) : contravention. Brûler des poubelles sur la voie publique : contravention. Dégrader du mobilier urbain : contravention. Construire une barricade : contravention. Fréquenter des prostituées dans certains espaces publics : contravention (vous ne voyez pas le rapport avec les manifs et les barricades ? Moi non plus, mais passons...). Défiler en portant cagoule, casque ou tout vêtement rendant difficile l'identification du manifestant : contravention. Encore contravention, toujours contravention et peine carcérale dans la foulée, bien entendu. Même chose pour insultes, injures, vexations (?) envers les flics ou les gardes civils, ainsi que

diffusion sur le Net de photos, vidéos de policiers présentant pour ces derniers motif à moquerie ou risquant de porter atteinte à leur sécurité.

Un projet bientôt réalisé ?

Inutile de dire qu'en plus des syndicats et partis d'opposition nombre d'associations ruent dans les brancards pour faire barrage à ce projet de loi. Ainsi, trois membres de Greenpeace sont parvenus à escalader le plus grand immeuble de la place d'Espagne, à Madrid, pour y déployer une énorme banderole où l'on pouvait lire : « Non à la loi antiprotestation. » De même, syndicats, indignés du 15M, comités antiexpulsions ont exprimé leur opposition à cette loi citoyenne d'autorité. La loi actuellement en vigueur, et également contestée, était due, elle, à José Luis Corcuera, ministre du précédent gouvernement (socialiste, celui-là). Elle était qualifiée de « coup de pied dans la porte », en raison des intrusions trop appuyées et trop fréquentes de la police. La nouvelle loi en projet est surnommée, elle, « coup de pied dans la bouche de la démocratie », en raison de l'évidente atteinte au droit de manifester.

Quand les preuves n'en sont plus

En Catalogne, seul le nom des flics change : il s'agit des *mossos de escuadra*, dont les matraques indépendantistes ne font pas moins mal que celles de l'État espagnol. Un de ces *mossos* un peu trop zélé avait copieusement tabassé un indigné le 15 mai 2011, à Barcelone. Le hasard a voulu que cet indigné soit un député d'un petit parti catalaniste (Candidature

d'unité populaire), qui a porté plainte contre le flic, vidéo à l'appui. Le procès vient seulement d'avoir lieu et l'a débouté. En effet, un non-lieu a été accordé au policier, car même si on le voit sur la vidéo frapper le manifestant qui était assis par terre, le juge a estimé que, d'abord, c'est le refus des indignés de quitter la place qui a « obligé » les mossos à intervenir et que, ensuite, rien n'indique qu'il s'agissait d'un usage « démesuré » de la force de la part de ces mossos, ni que les coups portés étaient dirigés sur des « zones vulnérables du corps ». Le juge a donc estimé qu'il avait été fait un « usage progressif de la force ». Fermez le ban; la crainte d'une condamnation faisant jurisprudence est écartée au grand soulagement du gouvernement catalan (Generalitat), car des centaines de plaintes attendent derrière ce cas.

Et chez nous ?

En France, l'arsenal juridique est également bien fourni, mais nous avons mieux : la bavure policière. À la base, nous avons l'abus d'autorité. Assister à un contrôle d'identité sans rien faire d'autre que regarder ce qui se passe semble être insupportable pour un représentant de l'ordre, qui va soudain juger sa sécurité menacée. D'où le fameux périmètre de sécurité à géométrie très variable que le policier va fixer lui-même. Circulez, y a rien à voir, ou éloignez-vous à cinq, dix, vingt mètres ou plus, ça sera encore mieux. Vous ne bougez pas assez vite ? On vous pousse. Vous résistez ? Rébellion. Une injure sort malencontreusement de votre bouche ? Outrage, menottes, garde à vue, rappel à la loi devant le juge. Ça, c'est l'interpellation soft. Pour une version plus hard, vous avez le choix. Au hasard, par exemple, les interpellations à Trappes cet été, suite aux affrontements entre habitants et forces de l'ordre dans la nuit du 19 au 20 juillet.

Dix-huit bavures policières mortelles en France en 2012.

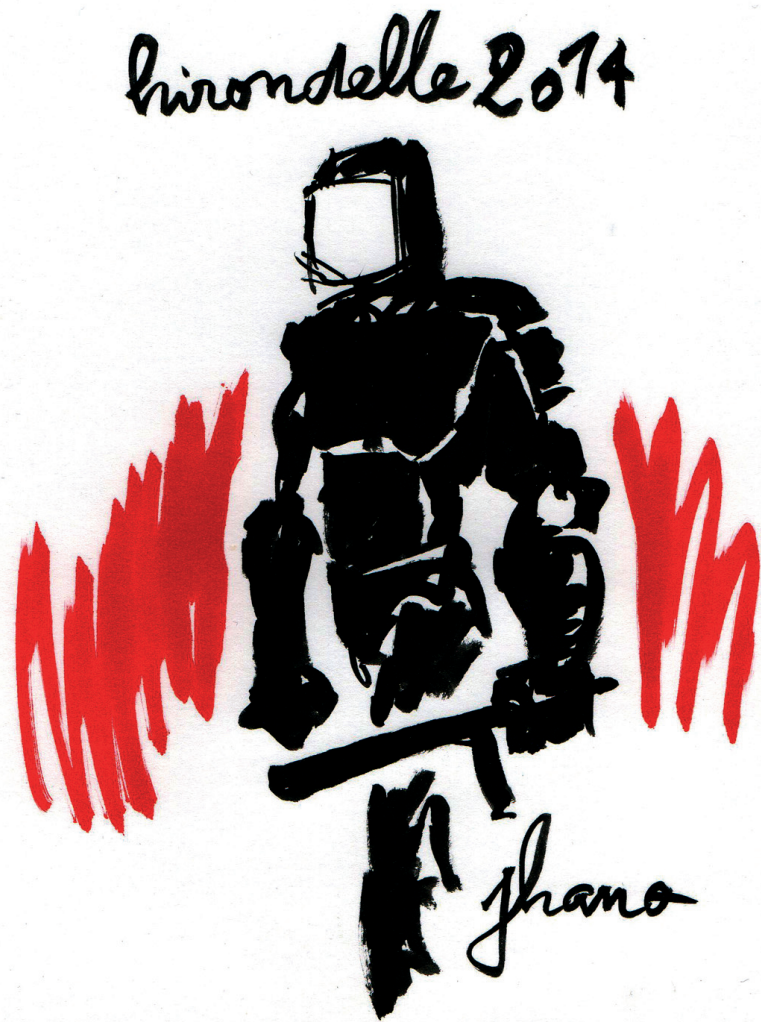
D'abord un jeune de 20 ans arrêté qui se retrouve avec un traumatisme crânien et quarante-cinq jours d'incapacité totale de travail, mais qui est poursuivi pour rébellion et violences sur policiers. Sans doute a-t-il dû se frapper tout seul le crâne ? Mieux, le même soir, un autre jeune (14 ans) a perdu un œil après un tir présumé de flash-ball. Présumé ? Sans doute s'est-il crevé l'œil tout seul ? Sans parler des bavures mortelles : de 2002 à 2012 pas moins de dix-huit² ; et dix-huit de plus, rien que pour l'année 2012. Conséquence évidente de la misère, du chômage, des inégalités toujours plus grandes dans cette société capitaliste qui veut nous faire payer sa crise économique. Aucune imagination pour stopper les fermetures d'entreprises et les licenciements qui en résultent, pour combattre le chômage... Aucun des gouvernements successifs (de gauche ou de droite) ne s'est

jamais attaqué aux causes de la violence, mais à ses conséquences. Tous ont misé et investi dans plus de sécuritaire : caméras de surveillance à tout va, développement des techniques et des armements des différentes et nombreuses unités d'intervention des forces de l'ordre, des CRS aux BAC.

Qui n'est pas en sécurité ?

D'où vient, donc, ce sentiment de malaise que l'on peut ressentir à la vue d'uniformes au cours d'une manifestation pacifique ? Peut-être au fait qu'en cas de « problème » la bavure policière n'est jamais très loin, et que la majorité des plaintes déposées contre la police ne débouchent sur rien ou presque. En 2006, seulement huit plaintes pour violences policières ont abouti. Huit sur... six cent trente-neuf !

Ce n'est pourtant pas le budget du ministère de l'Intérieur et de l'Immigration, Asile et Développement solidaire (c'est le même ministère, ne l'oublions pas) qui est le plus mal loti. Pour 2012, il lui a été alloué 25,5 milliards d'euros et 280 534 ETPT³. Mais on constate, en voyant la répartition des postes, que 17,06 milliards sont consacrés à la sécurité seule, alors qu'il n'y a que 660 millions d'euros (et non milliards) pour la partie immigration/asile/développement solidaire.



Cherchez l'erreur et, quand vous l'aurez trouvée, signalez-la à notre cher Valls, ça sera votre B.A. de la semaine. **R. P.**

1. Malgré son nom, ce parti n'a rien de populaire. Créé en 1989, il a servi à recycler tous les déchets franquistes après la Transition démocratique.
2. Voir les chroniques de Maurice Rajsfus sur le site « Observatoire des libertés publiques ».
3. Unité de décompte servant à mesurer l'activité du personnel. Exemple : un agent à temps plein (100 %) toute l'année = 1 ETPT ; un agent à temps partiel (80 %) toute l'année = 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel (80 %) présent six mois de l'année = 0,4 ETPT.

DERNIÈRE MINUTE

Ça commence bien ! Nous apprenons l'arrestation, à Madrid, vendredi 29 novembre, d'une trentaine de camarades de la CNT et des Jeunesses libertaires, au motif « d'agressions, dégradations et incitations à la haine ». Comme si ce n'était pas les possédants de cette société qui, quotidiennement, incitent à la haine, dégradent nos vies et nous agressent ! La répression est en marche, elle s'annonce implacable.

Pourquoi faut-il se **prémunir** des policiers ?



L'Interstice

interstice.over-blog.org

PAR DÉFINITION, le policier protège l'ordre établi, incarne une discipline. Il est là pour servir de modèle au citoyen, c'est-à-dire celui qui se reconnaît dans la société où il vit. Il est celui qui fait appliquer les règles et lois que cette société a choisies et que le citoyen admet comme étant les siennes. En réalité, le policier n'est qu'un miroir du citoyen, car il pense et agit pour préserver la cité (*civitas* en latin, *polis* en grec) dont il est le ciment. Le policier est un citoyen déguisé, affublé d'un uniforme. Outre l'habillement, il se distingue du citoyen en ce qu'il est investi d'une autorité pour rappeler à l'ordre toute personne qui commet des « incivilités », manque à son devoir de « civisme » et qui cesse donc de se comporter en citoyen. Les citoyens, par le biais de leurs représentations politiques, ont délégué à certains d'entre eux le pouvoir de police, afin que ceux-ci puissent punir ceux d'entre eux qui ne respectent pas la loi.

Une histoire de paraître

Le citoyen peut émettre des doutes envers la loi et les règles de la cité. En « démocratie », il est autorisé à se plaindre et à protester, à condition qu'il ne remette pas en cause les organes du pouvoir politique, ces mêmes organes qu'il est censé avoir choisis pour le représenter et décider pour lui. Son seul véritable pouvoir est de protester, voire d'élever le ton, dans une certaine mesure, tant que ses représentants (ceux à qui il a délégué son pouvoir de décision) le tolèrent. Il peut espérer une réforme, tant que ses représentants la jugent nécessaire. Mais ce système ne fonctionne que si le citoyen a confiance en ses représentants et si ces mêmes représentants sont sincères envers le citoyen.

Une donnée majeure entre en jeu à ce moment-là : l'envie de pouvoir. Littéralement, le citoyen lambda est un impotent (en latin *impotens* : incapable, impuissant) : il n'a pas le

pouvoir. N'est représentant que celui qui aime prendre des décisions et veut avoir le pouvoir de le faire. L'ambition personnelle et l'individualisme sont les traits caractéristiques des personnes de pouvoir. Ces personnes devront, pour convaincre, se mettre en avant, vanter leurs mérites, faire des discours prometteurs, séduire, entrer en lutte contre leurs concurrents, user de tous les moyens nécessaires à leur distinction, quitte à mentir et à déployer des moyens matériels plus importants que leurs concurrents. Par ce processus, elles cessent d'être citoyens pour se placer dans une catégorie supérieure, celle des politiciens. Or on ne représente honnêtement que ceux à qui l'on ressemble.

La politique est donc une histoire de paraître : il faut faire illusion. N'est citoyen que celui qui croit en cette illusion et s'y retrouve. Le problème arrive lorsqu'une personne cesse de

se reconnaître dans la société à laquelle elle appartient et remet en question ses modes de fonctionnement, choisissant de s'extraire de l'illusion produite. Ça ne fait rire ni les politiciens qui créent l'illusion ni les citoyens qui continuent d'y croire. Les premiers tirent de l'illusion des bienfaits matériels, tandis que les seconds en tirent un bienfait moral (en effet, qu'advient-il moralement de la personne qui cesse d'avoir confiance dans le monde, si elle n'a pas la force de se battre pour le changer?). Et les uns comme les autres acceptent bien volontiers de punir les contrevenants...

Protéger le pouvoir de la dissidence

C'est au policier de jouer ce rôle. Il est ce citoyen qui accepte d'endosser le mauvais rôle du redresseur de tort. Il est ce citoyen faible d'esprit qui se croit indispensable au maintien de la démocratie, tant il est persuadé que la cité sera plongée dans le chaos si l'on ne punit pas ceux qui cessent d'être citoyens. Il est bien souvent le plus fervent partisan du pouvoir, parce qu'il croit fermement en ses représentants et fait aveuglément confiance aux lois et règlements qu'ils édictent. À sa manière, il veut être investi du pouvoir. Mais comme il n'a pas la force intellectuelle des politiciens, il se contente de sa force physique: à défaut de pouvoir dominer par la raison, il domine par sa violence (en latin *vis*: la force).

Le policier ne se préoccupe pas de la légitimité du pouvoir, car il ne se préoccupe pas de politique. Le policier est un être apolitique et servile: il sert ce qu'il croit être bon. Il sert l'ordre public. Son rôle est seulement de surveiller et de punir ceux qui font «désordre». Le policier «n'a rien à vous dire», car il n'est pas libre de penser. S'il pense, il risque de se poser des questions douloureuses sur sa fonction sociale, sur son rôle de commissaire (en latin *committere*: envoyer en mission): il est l'exécuteur des basses œuvres de la cité. Il a la tâche ingrate d'obéir aux injonctions du pouvoir et de faire appliquer ses règlements, quelle que soit d'ailleurs la forme politique que prend le pouvoir.

La dérive naturelle du pouvoir, donc de l'État et de ses représentants, est de devenir totalitaire. Pour se maintenir, il doit pouvoir tout surveiller, tout contrôler, prévenir toute dérive et la punir. Son arsenal législatif doit servir à tout organiser dans la cité, mais aussi à réprimer tout ce qui fait «désordre», tout ce qui s'oppose à l'ordre établi. Plus le désordre sera grand, plus les moyens déployés pour le maîtriser seront puissants: la stabilité du pouvoir repose donc nécessairement sur l'usage de la violence (synonyme de force). Violence intellectuelle (mensonges, intoxications, langue de bois, etc.) déployée par les politiciens envers les citoyens, violence physique déployée par les policiers envers les «non-citoyens».

Le terme «force de l'ordre» prend tout son sens: les policiers sont une «violence de l'ordinaire» (du latin *ordinarius*: rangé par ordre), organisée par le pouvoir pour réprimer ceux

qui ne le respectent plus. Il n'est donc pas étonnant que la police se comporte comme une armée civile, rémunérée pour combattre l'ennemi intérieur qu'est le dissident politique (en latin *dissidere*: être en opposition). La police doit donc être considérée comme une milice (en latin *miles*: soldat), nom qu'elle portait d'ailleurs en Russie jusqu'en 2010. Corps militaire, son rôle est de protéger le pouvoir contre les ennemis.

Légaliser la violence du pouvoir

En réalité, à partir du moment où nous existons en tant qu'opposition non citoyenne (donc révolutionnaire et non réformiste), nous entrons en guerre avec l'État, puisque celui-ci fera tout pour nous faire taire. Ces moyens de nous faire taire varient selon que le pouvoir en place est plus ou moins décomplexé (en latin *complexus*: avec étreinte), plus ou moins libre de ses mouvements: la violence déployée est plus ou moins grande. Pour gagner en liberté d'action, le pouvoir, les politiciens, doivent déployer une solide propagande justifiant leurs actes et s'appuyer sur des lois toujours plus sévères. Les citoyens n'accepteront pas de soutenir des actes qui contreviennent à la loi et le citoyen se tait tant qu'il a bonne conscience: la légalité suffit souvent à apaiser ses craintes. C'est pourquoi, actuellement, la loi est sans cesse réformée pour donner une assise légale à la violence du pouvoir. La violence d'État, en démocratie, est toujours constitutionnelle: c'est ce qui assure sa pérennité, contrairement aux dictatures qui ont une espérance de vie limitée dans la mesure où une majorité de la population ne se reconnaît pas dans leurs actes. Pour se maintenir, l'État doit cultiver la citoyenneté (ou devrait-on dire, le citoyennisme) du peuple...

De la nécessité de discréditer la police

Et pour combattre l'État, un des moyens les plus efficaces reste de dénoncer publiquement sa violence, pour inciter les citoyens à perdre leur confiance dans le pouvoir et leur subordination à l'ordre établi. Il faut susciter le désordre autant que faire se peut, afin d'affaiblir et de déstabiliser le pouvoir. Discréditer sa police est un moyen parmi d'autres. La violence physique à notre rencontre étant l'œuvre des policiers, il est légitime et nécessaire de démontrer la vraie nature de l'institution policière. La violence étant inhérente à la police, il nous appartient de la dire, de la montrer, c'est pourquoi la pratique du *copwatch* (en anglais *copwatch*: observer le policier) est indispensable. Elle permet à la fois d'identifier la violence et ceux qui la commettent, afin de s'en prémunir et de la dénoncer.

Le *copwatch* est utile en termes de sensibilisation du citoyen, mais aussi pour la sécurité du non-citoyen. Étant donné que les policiers sont désormais habillés en «civils» pour mieux passer inaperçus et piéger les contrevenants, le *copwatch* va servir à distinguer le vrai du faux, à faire tomber le masque, c'est-à-dire faire apparaître le policier sous son apparence de personne (en latin *persona*: masque de théâtre).



Jouer un personnage de citoyen lambda permet au policier d'attraper le non-citoyen par surprise, en flagrant délit d'incivilité. Cette tromperie est un procédé dangereux (mais légal) dont il faut se protéger.

La récente contre-offensive envers le *copwatch* et les plaintes à l'encontre des sites qui lui donnent une diffusion montrent à quel point le pouvoir n'aime pas qu'on révèle ses pratiques et qu'on tente par là de troubler la conscience du citoyen. Quand bien même les pratiques iniques des policiers sont incontestables, le pouvoir parle de diffamation et nie l'évidence des faits. Il se pose en victime et accuse les *copwatchers* de menteurs, en appelant au discernement des citoyens et en usant des médias pour les convaincre que le *copwatch* est une pratique criminelle, une incivilité particulièrement nuisible.

Il appartient donc aux *copwatchers* d'assumer cette part de nuisance, puisque le *copwatch* n'est pas une démarche citoyenne, mais une forme de lutte. Le *copwatch* appartient à la lutte, au même titre que les *street medics*, les *legal teams* ou les cuisines autogérées: ils constituent un apport logistique et tactique aux activistes pour mieux s'organiser. I

De l'instrumentalisation du bien-être de l'enfant

Marie Joffrin

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

« Tout pourrait être beau si on le voulait. Si on avait assez d'imagination, assez d'innocence. Mais nous avons la tête pourrie de jugements de flics et de préjugés de profs, de vengeances obscures, de serments douteux et de laborieuses fidélités. »

Brigitte Fontaine, *Portrait de l'artiste en déshabillé de soie.*

LA CRÈCHE BABY-LOUP a été créée il y a vingt ans par Natalia Balleato, réfugiée chilienne, à Chanteloup-les-Vignes (78). Expérience unique d'intégration, cette crèche met en œuvre l'accueil des enfants en fonction des besoins des parents, notamment de ceux qui ont des horaires décalés. Après avoir été condamnée par les prud'hommes pour avoir licencié une femme voilée, elle a gagné en appel, mais la Cour de cassation a cassé le jugement, provoquant un tollé. Dans un nouveau revirement juridique, la cour d'appel de Paris a donné raison à la crèche et a confirmé, mercredi 27 novembre, le licenciement.

Après la fameuse « pipe comme ciment du couple », l'aventure lesbienne pour gagner en « crédibilité swag », le « violez-la ! » d'Aldo Naouri, le magazine féministe *Elle* n'en finit plus de faire polémique. Les propos sexistes, racistes, peuvent pourtant se faire plus discrets, plus insidieux. La fille de Françoise Giroud, Caroline Eliacheff, a débuté aux côtés de Françoise Dolto, il y a quarante ans. Elle est souvent sollicitée par *Elle* pour intervenir sur des sujets liés à la famille, à la petite enfance, à l'éducation, la psychanalyse et la pédopsychiatrie. Elle poursuit son travail de psy en supervisant des psychologues de crèche, des juges aux affaires familiales, ainsi que d'autres psychanalystes. Sous prétexte d'un « devoir de réserve », explique-t-elle, tant qu'elle exerçait des responsabilités à la tête du centre médico-psychologique d'Issy-les-Moulineaux, dans les Hauts-de-Seine, elle a longtemps gardé le silence sur l'affaire de la crèche Baby-Loup.

Elle publie un entretien à l'occasion de la publication de son ouvrage intitulé *Comment le voile est tombé sur la crèche, les vrais enjeux de l'affaire Baby-Loup* (Albin Michel). Caroline Eliacheff prétend poser les questions occultées dans le débat, notamment : que perçoivent les enfants du conflit autour du voile ? Sous prétexte de mettre le bien-être de l'enfant au centre de la réflexion, cet entretien contribue à entretenir une série de clichés discriminatoires. Pour Caroline Eliacheff, le voile serait néfaste pour les enfants, dans la mesure où, à cause de celui-ci, les enfants « perçoivent qu'il y a une différence entre les hommes et les femmes, que les femmes doivent se comporter différemment en présence des hommes ».

Du côté des petites filles

Lutter contre les représentations figées des genres dans les premières années de la vie est un combat essentiel dans la mesure où les représentations sont rapidement intériorisées par les enfants et ont des conséquences directes par la suite, instaurant un processus ininterrompu de discrimination. Le « classique » de la littérature féministe *Du côté des petites filles*, d'Elena Gianini Belotti, met en évidence la puissance de ces représentations stéréotypées qui assiègent des qualités différentes aux filles et aux garçons tout au long de la prime éducation. Toutes ces différences ont la particularité de manifester l'infériorité du sexe féminin. De ce point de vue-là, le voile devrait, certes, être combattu. Cependant, ce que peut provoquer chez un nourrisson, un

visage maquillé ou la vision de jambes perchées sur des talons n'intéresse pas grand monde. Depuis des mois, des voix s'élèvent pour nous expliquer combien il est essentiel de conserver, (que dis-je, de préserver, de sauver même) les différences hommes-femmes en luttant contre le concept de « gender » dans l'éducation. Ce n'est pas ce sexisme-là que dénonce Eliacheff, un sexisme vu comme résiduel, le fait de quelques imbéciles. Les oppositions au « gender » sont même vues comme un simple et sain débat public alors que le voile est, lui, vu comme l'abominable signifié d'un signifiant atroce, la soumission de la femme. Le sexisme « musulman » – notion qu'il reste à définir car musulman, par amalgame, est souvent employé pour désigner des résidents et nationaux d'origine arabe ou maghrébine – serait univoque et porté par l'ensemble des membres d'une communauté. Eliacheff admire elle-même beaucoup la différenciation hommes-femmes lorsqu'il s'agit des critères occidentaux. Ainsi, elle n'hésite pas à s'extasier, dans *Le Journal du dimanche*, à propos de sa mère : « Ma mère était la plus belle des mamans. Je me souviens de ses robes de grands couturiers, de son parfum. Comme toutes les petites filles, j'ai essayé ses talons hauts et son rouge à lèvres. Elle m'a initiée à la féminité, pas seulement par l'exemple : c'est elle qui m'emmenait chez le coiffeur et m'achetait mes vêtements, seules activités qu'elle ne déléguait à personne. Séduisante, élégante, intelligente, travailleuse : c'était ça, être une femme. » Il y aurait donc, d'un côté, LA bonne différenciation hommes-femmes – rouge à lèvres, jupe

et talon – et, de l'autre, le mauvais – le voile. Un voile est, effectivement, une manière de différencier les femmes des hommes et de faire porter aux femmes des devoirs différents de ceux des hommes; comme des talons, comme le maquillage... Or, il est admis par tous et toutes que nous, les femmes, sommes capables de penser malgré nos artifices; pourtant, il est évident, par beaucoup de personnes, qu'une femme voilée ne pensera pas au-delà de son voile. Dans la mesure où c'est une femme portant les attributs de la féminité (selon sa culture), elle soutiendra forcément une hiérarchie entre les sexes? De plus, puisqu'elle ne se rebelle pas ouvertement en refusant de porter le voile qui lui serait imposé comme double symbole de soumission (aux hommes et à Dieu), elle serait obligatoirement religieuse, voire fanatique. Or, le port du voile peut correspondre à différentes réalités, parfois détachées de la pratique religieuse: tradition culturelle, symbole anticolonialiste, imposé par les proches. De plus, on peut subir une domination et pourtant ne pas l'accepter et chercher à en sortir. Hors de la question du voile, qui oserait accuser une femme subissant une domination sexiste d'accepter celle-ci de bon cœur, voire de faire de la «pub» pour cette domination? Considérant que toutes les femmes sont victimes du patriarcat, il faudrait, donc, leur interdire de s'occuper des enfants de peur qu'elles ne reproduisent ces schémas de domination? Absurde.

Déterminisme religieux

Du déterminisme génétique on passe au déterminisme religieux. Si les anarchistes s'élèvent contre toutes les religions, ils rejettent également toute idée de déterminisme. Au nom d'un rejet de la religion, ils ne sauraient laisser dire que la pratique de l'islam oblige, de façon quasi génétique (on est tellement proche d'un naturalisme), ses membres à des comportements dont ils ne peuvent s'empêcher. Pourtant, pour Eliacheff, «une salariée voilée ne se contente pas de porter le voile: elle pourrait aussi appliquer aux enfants ce qu'elle estime être les règles de sa religion». De là à dire que le port du voile devient «un acte prosélyte» chez une musulmane, il n'y a qu'un pas. Le voile devient un élément naturalisant: on prête des qualités et des défauts intrinsèques à celles qui le portent; ainsi, une femme voilée serait forcément religieuse et sexiste. Elle serait obligatoirement et entièrement mue à la fois par son voile et mue par les hommes de sa communauté. La société arrive à accepter l'idée qu'un croyant non musulman est capable de penser en dehors de sa religion et peut avoir le bon sens de ne pas l'imposer à tout le monde. Pourtant, le musulman, et encore davantage la musulmane (mue à la fois par son sexe et sa culture), en seraient incapables. Le bénéfice du doute ne leur est pas accordé. Tout leur rapport au monde serait façonné par leur pratique religieuse (si tant est que la personne pratique réellement l'islam, puisque,

comme dit précédemment, le vocable «musulman» tend à désigner tout individu d'origine arabe ou maghrébine). Considérant que 70 % des Français se disent croyants, il faudrait, donc, leur interdire de s'occuper des enfants de peur qu'ils les «contaminent»? Impossible.

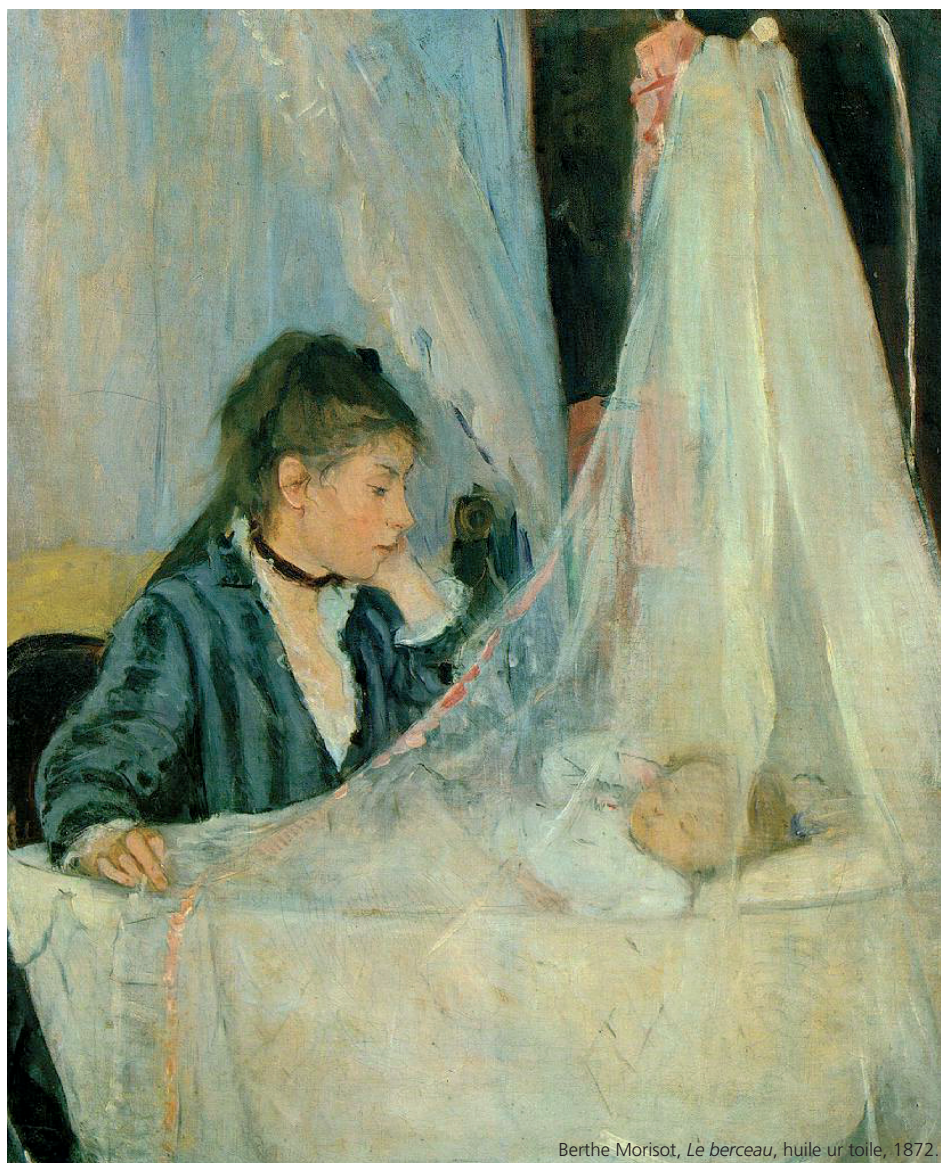
Attention à la brèche

À Baby-Loup, le conflit a des répercussions sur les enfants. L'équipe a décidé de fermer la crèche de Chanteloup-les-Vignes fin décembre. Eliacheff note, avec justesse, les conséquences des insultes échangées entre le personnel et des parents en présence des enfants. Certains parents traitent Baby-Loup de «crèche de merde» en présence des enfants. Eliacheff pose alors la question: «L'enfant peut se demander ce qu'il vaut pour que ses parents le confient à une «crèche de merde»!»

En revanche, indépendamment du climat particulier lié à cette affaire, elle affirme à propos du voile: les enfants «sentent que cela provoque un certain malaise et un questionnement chez les adultes. Par exemple, lorsque les parents n'ont pas d'autre choix que de les laisser chez une assistante maternelle voilée et que cela leur pose question». Lorsque quelque chose chez l'éducateur dérange les parents, au nom du bien-

être de l'enfant, il faudrait, donc, s'attaquer au problème en supprimant le détail dérangeant. Sans doute faudrait-il mieux apprendre aux parents à ne pas faire peser sur les enfants leur intolérance. Que faire si des parents homophobes hésitent à confier leur enfant à un homosexuel? Hausser les épaules et affirmer que c'est leur droit? Demander à l'éducateur ou l'éducatrice de cacher ses préférences? Intolérable.

Les problèmes que pose un tel article, dans un magazine tiré à 516 070 exemplaires en France (en 2010), c'est qu'il va contribuer à renforcer le climat de méfiance, de peur et de haine actuel. Cela d'autant plus que les femmes qui vont le lire sont précisément celles qui s'occupent des enfants, tâche encore largement sexuée. On assiste à une racialisation de l'islam, appelée maladroitement islamophobie. Que celle-ci se justifie au nom d'un bien-être présumé de l'enfant est inadmissible. Cela consiste moins à critiquer la religion (ce qui serait sain) qu'à rejeter en bloc une partie de la population vue comme un «problème». Pour lutter contre cet écueil, il est indispensable d'exercer notre esprit critique et de critiquer finement les religions, toutes les religions, dans une démarche anti-autoritaire et émancipatrice. **M. J.**



Berthe Morisot, *Le berceau*, huile sur toile, 1872.

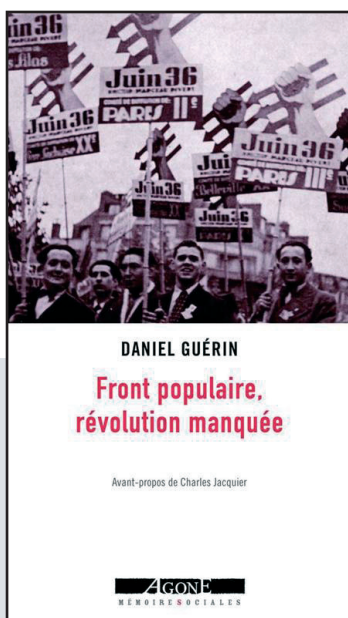


Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Front populaire Quand tout était possible

François Roux



Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*. Un témoignage militant, Éditions Agone, 2013, 493 pages, 25 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

À l'heure des choix

Daniel Guérin a participé à tous les combats de la gauche internationaliste et révolutionnaire pendant près de soixante ans. Mais avant de devenir à partir des années soixante-dix un théoricien du communisme libertaire et un propagandiste de l'émancipation homosexuelle, l'auteur de *Ni Dieu ni maître*¹ a longtemps cherché comment concilier ses principes antiautoritaires avec une action politique efficace. *Front populaire, révolution manquée* relate ses dix premières années (1930-1940) d'engagement militant. Publié pour la première fois en 1963, ce livre de témoignage, vif et captivant, frappe par l'actualité des questions et des choix auxquels se trouve confronté le jeune militant.

Au cours des dix années qui précèdent la Seconde Guerre mondiale, Daniel Guérin va participer à quatre épisodes majeurs de l'histoire du mouvement ouvrier : l'affrontement entre sociaux-démocrates réformistes et communistes staliniens, le Front populaire, la guerre d'Espagne, et enfin la marche vers la guerre. Viscéralement libertaire mais refusant de se « couper des masses », le jeune militant qui brûle de mettre sa plume au service de la classe ouvrière sera constamment obligé de choisir entre ses idéaux et sa volonté pragmatique de peser sur les événements. « J'ai horreur des sectes, des cloisonnements, des gens que presque rien ne sépare mais qui, pourtant, se regardent en chiens de faïence. Je n'aime pas me rétrécir, me mutiler. Voulant être, si possible chez tous, avec tous, je voudrais, présomptueusement, réconcilier, rassembler », écrit-il.

Agir, mais où ?

Lorsque Daniel Guérin s'engage dans l'action politique, la lutte qui fait rage depuis la scission du congrès de Tours (1920) entre le

parti communiste inféodé à Staline et la SFIO acquise au réformisme atteint son paroxysme. Le mouvement syndical s'est lui aussi divisé : d'un côté la vieille CGT dont les syndicalistes révolutionnaires ont été exclus, de l'autre la nouvelle CGTU dominée par les communistes où l'opposition antistalinienne se retrouve quasiment muselée. À l'extrême gauche, les « effectifs squelettiques » des groupes anarchistes, trotskistes, ou de la CGT-SR (syndicaliste révolutionnaire) les condamnent à la marginalité. Vaut-il mieux tenter d'agir avec l'opposition de gauche au sein de la SFIO et de la CGT – au risque de cautionner les compromissions des « bonzes » socialistes – ou bien rejoindre la minorité qui bataille dans la CGTU contre les moscoutaires – au risque de devenir l'otage des staliniens –, ou encore adhérer à l'une ou l'autre des formations de l'extrême gauche révolutionnaire que leur éparpillement voue à l'impuissance ? Daniel Guérin hésite. Après une visite à Léon Blum, il adhère à la SFIO où il sympathise avec Marceau Pivert², l'animateur du courant révolutionnaire au sein du Parti socialiste. Quelques mois plus tard, « écœuré par l'électorisme de la SFIO », Guérin en claque la porte puis, après avoir rencontré Pierre Monatte³ qui le fait entrer au Syndicat des correcteurs – afin qu'il puisse gagner sa vie –, il entame une collaboration avec deux revues qui militent pour la réunification syndicale et le retour à la Charte d'Amiens⁴, *La Révolution prolétarienne* et *Le Cri du peuple*. Déjà il se passionne pour un sujet encore peu présent à l'ordre du jour de la gauche française : la lutte des peuples colonisés, en Algérie, en Indochine, au Liban...

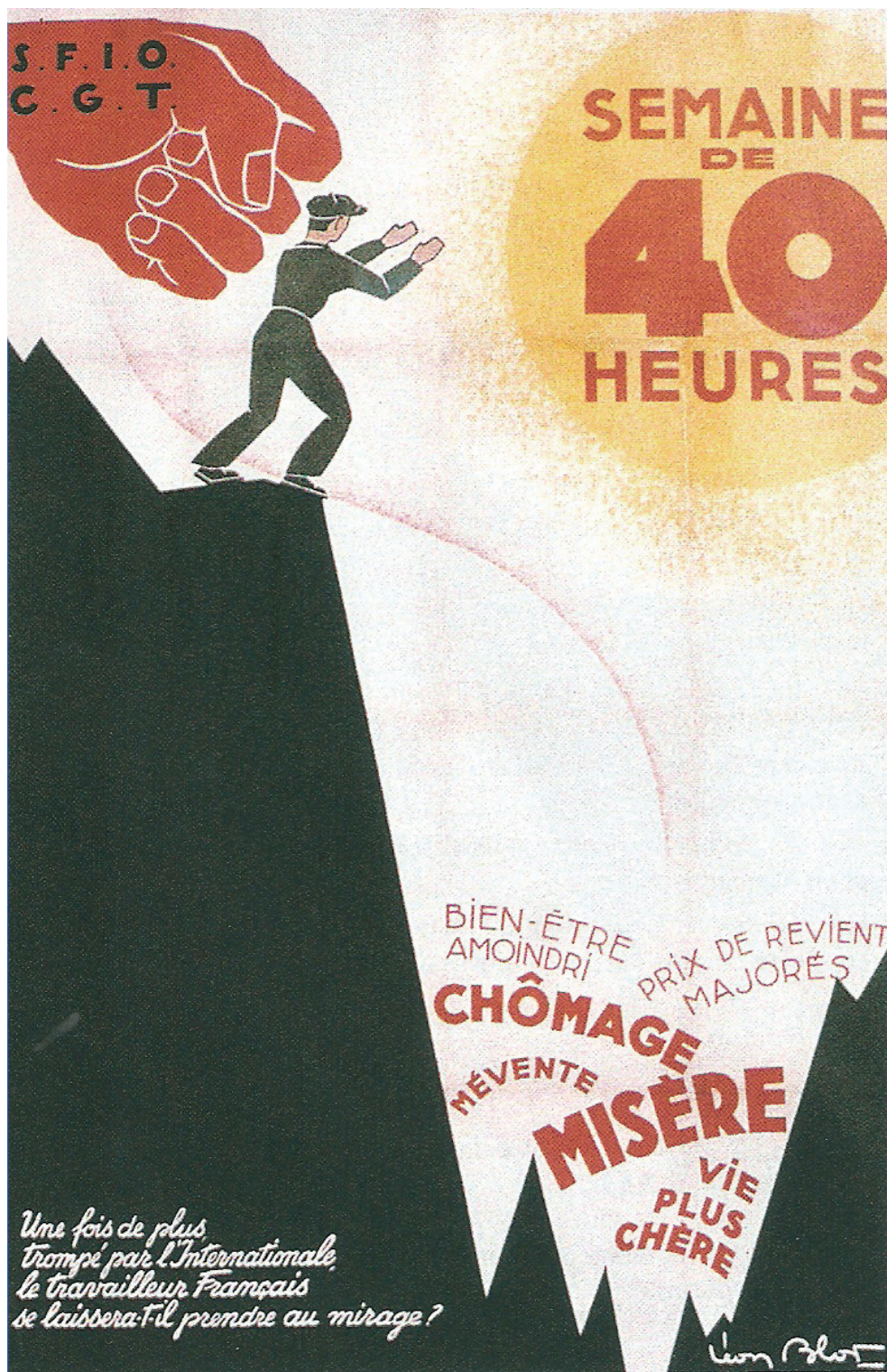
S'il partage les options politiques de Monatte et des syndicalistes révolutionnaires

naires, le jeune Daniel Guérin, issu d'une famille fortunée – son père est collectionneur et critique d'art –, poète à ses heures et admirateur de Proust, se sent peu à l'aise parmi les militants ouvriers, lesquels, en retour, ne cachent pas leur méfiance envers celui qu'ils considèrent comme un intellectuel bourgeois. Les furieuses querelles de clan qui traversent le Syndicat des correcteurs choquent son idéalisme de militant novice. Travaillant à l'imprimerie pour des journaux staliniens et collaborant en dehors au *Cri du peuple*, il redoute d'être un jour démasqué, traité de « trotskiste », de « vipère lubrique », voire d'être tabassé « par des camarades qu'en désertant ma classe d'origine, j'avais voulu rejoindre ». Mais tandis que l'échec de la campagne pour la réunification syndicale a provoqué la disparition du *Cri du peuple*, la brusque ascension électorale des hitlériens de l'autre côté du Rhin surprend les partis de gauche. Daniel Guérin, qui est germanophone, effectue un premier voyage en Allemagne en 1932, puis un autre l'année suivante pour le journal de Léon Blum, *Le Populaire*, juste après l'arrivée de Hitler au pouvoir. Il en rapporte des textes saisissants⁵.

En France, la crise économique s'éternise et les affaires politico-financières exaspèrent l'opinion. La manifestation du 6 février 1934 révèle la montée en puissance du courant fasciste. Un front commun des partis ouvriers lui répond car Staline, pris au dépourvu par le pacte que viennent de signer l'Allemagne de Hitler et la Pologne de Pilsudski – alors que l'autocrate rouge escomptait déjà s'entendre avec le III^e Reich sur le dos des Polonais –, ordonne à tous les partis communistes un virage à 180 degrés : les mêmes qui vitupéraient hier « l'impérialisme français » et la SFIO « social-fasciste » versent à présent dans la surenchère patriotique et belliciste. Ils appellent à un Front populaire avec les radicaux, en attendant un « Front des Français » avec les Croix-de-Feu. Un an plus tard (mai 1935) le retournement stratégique de l'URSS – et donc celui du PCF – est consommé avec la signature du pacte Laval-Staline.

Agir du dedans ?

Sentant venir l'affrontement entre les partis de gauche et les ligues fascistes, Daniel Guérin, malgré sa « répugnance », réintègre la SFIO, afin de ne pas se « couper des masses ». Il y retrouve Marceau Pivert qui anime la tendance Gauche révolutionnaire et dirige la fédération de la Seine. Quand le Front populaire parvient au pouvoir, en mai 1936, un vaste mouvement de grèves se déclenche qui rassemble les travailleurs bien au-delà de la gauche traditionnelle. Dans les usines occupées, les ouvriers restent sourds aux appels à la modération que leur lancent les leaders politiques et syndicaux. La Gauche révolutionnaire exhorte Blum à rompre avec le capitalisme et Marceau Pivert publie son



célèbre article : « Tout est possible ! » Mais ni le Parti radical ni la SFIO, et encore moins le PCF – à qui Staline a enjoint de s'aligner sur les positions des bourgeois du centre gauche, comme il le fera bientôt en Espagne – ne veulent d'une révolution. Et c'est *L'Humanité*, par un article de Marcel Gitton (numéro trois du parti et futur vichyste) qui se charge de répondre à Pivert : « Tout n'est pas possible. »

Marceau Pivert, Daniel Guérin et la Gauche révolutionnaire ont cru qu'ils pourraient peser sur les événements en agissant à l'intérieur de la SFIO, laquelle demeure le pôle central du mouvement ouvrier français et où leur courant peut s'exprimer, au

contraire du PCF. Pivert a même accepté un poste de chargé de mission à la présidence du conseil, pour s'occuper de cinéma et de radio – parmi ses proches, seul Daniel Guérin lui a déconseillé d'accepter. Les voilà donc enfermés dans un double discours et contraints de soutenir un « gouvernement débile » qui s'évertue à étouffer le mouvement spontanément parti des masses, à rendre d'une main aux patrons ce qu'il leur a pris de l'autre, qui s'enlise dans le maquignonnage ministériel et refuse son soutien à l'Espagne républicaine. Quant à l'action revendicative de la CGT réunifiée, à laquelle Daniel Guérin a participé activement, n'a-t-elle pas eu pour effet de détourner les travailleurs de leur

véritable but, le renversement du capitalisme? Comment résoudre cette contradiction du syndicalisme?

De l'échec du Front populaire, Pivert et Guérin concluent qu'il a manqué, au moment où «tout était possible», une organisation réunissant largement les composantes de l'extrême gauche révolutionnaire, une organisation qui aurait «aidé» les travailleurs à prendre conscience de leur force, à transformer les occupations d'usine en «grève gestionnaire» et à constituer à la base des «liaisons latérales» échappant aux partis et syndicats institutionnels.

Agir du dehors?

Lorsque leur tendance est finalement exclue de la SFIO, en juin 1938, Pivert, Guérin et les militants de la Gauche révolutionnaire fondent le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) dont ils pensent qu'il pourra être cette organisation d'avant-garde qui a tant manqué en juin 1936. Mais le petit PSOP (8 000 à 10 000 adhérents) peine à se faire entendre face aux organisations de masse que sont le PCF, la SFIO et leurs satellites. Les «pivertistes» connaissent à leur tour les affres des groupes dissidents, l'isolement, le manque de moyens, les querelles internes et les scissions à répétition.

Entre-temps, le III^e Reich a entrepris un formidable programme de réarmement et commencé à récupérer les territoires perdus à Versailles. En mars 1936, Hitler a inauguré sa politique de reconquête par un coup de bluff en réoccupant la Rhénanie avec trois bataillons. Nous savons aujourd'hui que le régime nazi, encore mal assuré et désarmé, n'aurait pas survécu au printemps 1936 à un échec militaire, ni même à un boycott économique rigoureux alors que la remilitarisation de la Rhénanie va lui donner un second souffle et le placer dans une dynamique de succès qui ne s'arrêtera qu'avec la guerre. Cette fois, bien décidés à ne plus déroger à leurs principes, le pacifisme, l'antimilitarisme et le «droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» (sic!), les «pivertistes» ont défilé à Paris pour prévenir toute tentative d'intervention de l'armée française et ils réitéreront à chaque crise en accusant «l'impérialisme» des démocraties occidentales de pousser à la guerre.

C'est là que le livre de Daniel Guérin prend toute sa dimension: en retrouvant le fil de ses réflexions d'alors, l'auteur nous place dans la position de devoir nous aussi assumer un choix et, même avec le recul de l'histoire, nous en mesurons toute la difficulté. Au pied du mur, que fallait-il faire? Qu'aurions-nous fait? Défiler pour réclamer la guerre préventive et l'union sacrée, vingt ans après la grande boucherie? Rester chez soi et remettre son sort aux mains des diplomates et des politiciens? Ou manifester avec Pivert et Guérin pour la paix à tout prix en se réclamant d'un improbable «défaitisme révo-

lutionnaire» face à une dictature fasciste radicale qui affichait ses ambitions hégémoniques et qui n'avait pas, elle, à tenir compte de son opinion publique et des «larges masses pacifistes»?

Mémoire sociale

Écrit comme un journal, dans un style direct, *Front populaire, révolution manquée* alterne les réflexions politiques et les scènes de la vie militante. Avec Daniel Guérin nous pénétrons dans les locaux et les imprimeries des revues syndicalistes révolutionnaires, en juin 1936 dans le Comité de propagande et d'action syndicale d'un quartier populaire, puis dans les coulisses et à la tribune des congrès de la SFIO ou du PSOP. Nous y croisons les figures marquantes de la gauche et de l'extrême gauche des années trente: Blum d'abord, dont Daniel Guérin brosse un portrait peu flatteur de grand bourgeois emphatique et manipulateur; Trotski, qu'il admire mais dont les diatribes à l'encontre du PSOP «centriste» et «petit bourgeois» le lassent – en annexe, un courrier de vingt-cinq pages⁶, pas moins, dans lequel Trotski donne une insupportable leçon de «morale ouvrière» et de trotskisme à Pivert, constitue un morceau d'anthologie de l'intolérance en langue de plomb. Les mentors de Guérin sont là aussi, au premier rang desquels Pierre Monatte et, bien sûr, Marceau Pivert – à qui la première édition du livre était dédiée.

L'auteur a souvent la plume acérée et les portraits pour le moins contrastés qu'il trace de ses compagnons de route nous font toucher du doigt la difficulté de «réconcilier, rassembler» – comme il dit vouloir le faire – des fortes personnalités aux idées intransigeantes dans un mouvement qui prétend s'adresser «aux masses» et doit pour cela parler d'une seule voix. Voici Simone Weil, «redoutable ergoteuse [...] ratiocinant sans fin [...] qui avait toujours le dernier mot», en provoquant, nous dit Guérin, «l'épuisement physique et mental de son malheureux contradicteur». «Dans son appartement très bourgeois de la rue Auguste Comte», poursuit-il, «elle pérorait inlassablement devant un cercle de dévots, au premier rang desquels ses parents». On conviendra que le portrait n'est guère d'un bon camarade et les autres sont à l'avenant: Victor Serge, «énigmatique et doucereux», Monatte qui, «trente années durant», ne cessa jamais de nourrir à son égard «une suspicion empoisonnée» car il le soupçonne de sympathies cachées pour l'URSS... Marceau Pivert lui-même, et plus proche compagnon de Guérin et personnalité centrale du livre, vétilleux, contradictoire⁷, «tantôt Marceau-Quichotte, tantôt Marceau-Panza», n'échappe pas à quelques coups de griffe...

Après ceux de Franz Jung, Louis Mercier Vega, Victor Serge, c'est un nouveau témoignage d'un de ces révolutionnaires internationalistes de l'entre-deux-guerres que la collection Mémoires sociales des éditions Agone fait revivre. On appréciera particuliè-

rement le glossaire qui retrace les parcours de 140 militants peu connus, de toutes tendances et de toutes origines, qui sont cités dans le texte de Guérin. Mémoires sociales, voilà une collection qui porte bien son nom car les combats des révolutionnaires ayant eu le courage de résister à toutes les oppressions, fasciste, capitaliste, stalinienne, et qui ont été relégués dans les notules de l'histoire officielle par leurs ennemis politiques, ces combats ni ces combattants ne doivent tomber dans l'oubli. Au-delà des échecs et des batailles perdues, leurs livres témoignent d'un espoir peut-être insensé, mais qui ne s'est jamais éteint. **F. R.**

1. Ni Dieu ni maître. Histoire et anthologie de l'anarchie, Paris, Éditions de Delphes, 1965.

2. Marceau Pivert (1895 – 1958) anime successivement La Bataille socialiste puis la Gauche révolutionnaire à l'aile gauche de la SFIO. En 1938 il quitte la SFIO et fonde le PSOP. Lors de la crise de l'automne 1938 il se revendique «munichois» par pacifisme. Le PSOP est dissous en 1940 par le gouvernement Pétain et Pivert s'exile au Mexique. Après la guerre, il rejoint la SFIO et prend parti pour l'indépendance de l'Algérie peu de temps avant sa mort.

3. Grande figure du syndicalisme révolutionnaire, Pierre Monatte (1881 – 1960) avait été l'un des seuls leaders de la CGT à refuser l'Union sacrée en 1914. Après la guerre il anime l'opposition syndicaliste révolutionnaire au sein de la CGT réformatrice. Il rejoint le PCF en 1923, où il est proche de Boris Souvarine et Alfred Rosmer. Comme ces derniers, il est exclu fin 1924 au cours d'une purge de la «gauche» du parti. Il fonde alors en janvier 1925 la revue La Révolution prolétarienne qui deviendra le lieu de rencontre des révolutionnaires antistaliniens, dissidents marxistes et libertaires.

4. Adoptée en 1906 par la CGT, la Charte d'Amiens marque la victoire provisoire du syndicalisme révolutionnaire dans le mouvement ouvrier français. La Charte assigne au syndicalisme un double objectif et une exigence: la défense des revendications immédiates et quotidiennes, et la lutte pour une transformation d'ensemble de la société en toute indépendance des partis politiques et de l'État.

5. Guérin (Daniel), Sur le fascisme I. La peste brune, Maspero, coll. «Petite collection», Paris, 1969.

6. Trotski précise sans rire aux dirigeants du PSOP que, si sa lettre ne tient pas dans leur journal, ils n'ont qu'à la publier sur plusieurs numéros consécutifs.

7. Marceau Pivert participe notamment à la création du «mythe Blum» et au culte de la personnalité du leader socialiste en appliquant, s'étonne Daniel Guérin, des «techniques de propagande totalitaire».

L'affaire Durand

Quand la **bourgeoisie**

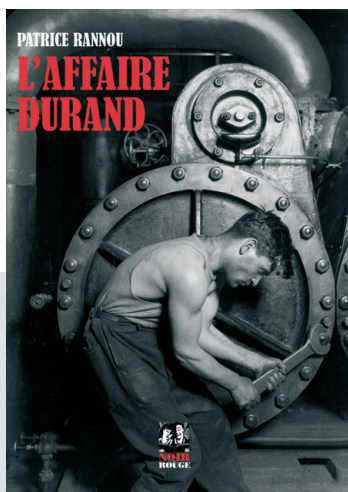
se déchaînait au Havre

PATRICE RANNOU nous livre ici une nouvelle mouture augmentée d'une première livraison qu'il avait rédigée en 2010, à l'occasion du centenaire de l'affaire Durand, syndicaliste et anarchiste brisé par le capital. Ce nouvel opus, publié aux Éditions Noir et Rouge¹, est enrichi de nombreux extraits tirés de la presse de l'époque, tant locale que nationale, syndicale que bourgeoise et agrémenté de nombreuses images photographiques du port du Havre des années 1900. Après Ferrer, fusillé en 1909, et avant Sacco et Vanzetti, exécutés en 1927, l'affaire Durand se joue de 1910 à 1926, année de la mort de ce dernier à l'asile d'aliénés de Rouen. Mort de folie suite à son enfermement dans les prisons de la république après sa condamnation à la décapitation, à sa séquestration dans le quartier des condamnés à la peine capitale. Jules ne se remettra jamais de ce séjour dans le couloir de la mort. L'objectif de briser un syndicaliste anarchiste, de détruire l'organisation de résistance et de combat des charbonniers du Havre fut atteint, mais, contrairement, aux espérances patronales, l'anarcho-syndicalisme havrais ne fut pas mis au pas par cette tragique histoire. L'affaire commence par une rixe de pochards sur les quais entre un renard ivre, autrement dit un jaune, et des non-syndiqués alcoolisés. L'affaire tourne mal et le contremaître briseur de grève est retrouvé mort. L'occasion était trop belle d'impliquer Jules Durand dans ce mauvais drame, d'en faire un bouc émissaire afin de casser le syndicat qui, quelque temps auparavant, avait mené une longue grève contre la mécanisation du port sans avancées salariales. Durand, abstinent et non-violent, mais secrétaire du syndicat des charbonniers, est alors accusé d'avoir, lors d'une réunion, demandé la mise à mort du renard. Puis l'affaire, bien orchestrée par la presse réactionnaire et haineuse, s'emballe. Les faux témoignages se multiplient et le tour est joué. Durand est arrêté, incarcéré, condamné par un

jury largement composé de bourgeois ennemis de la classe ouvrière révolutionnaire qui prononce « un verdict de terreur » (page 43). Le mouvement ouvrier, auquel s'associe quelques notables de « gauche », proteste massivement au Havre et dans toute la France contre cette décision de « justice ». Pas moins de 1 500 meetings de protestation (page 80) sont organisés en solidarité. Rapidement, l'iniquité de la peine infligée à Durand apparaît au grand jour. Dès 1910, sa peine est commuée en sept ans de réclusion, mais la raison de Durand a déjà vacillé. Libéré en 1911, il est interné à Sainte-Anne, à Paris. Jules Durand voit sa condamnation annulée en 1912 et son innocence pleine et entière reconnue en 1918, mais sa santé mentale et physique se dégrade et il meurt prématurément, en 1926. À son enterrement, il est accompagné par des milliers d'ouvriers. En 1931, un monument (page 159) est érigé par souscription ouvrière à sa mémoire dans le cimetière Sainte-Marie du Havre où il rappelle, encore aujourd'hui, cette exécution légale. Au-delà d'entretenir la mémoire et l'assassinat de l'un des nôtres, le livre de Patrick Rannou a le grand mérite de nous décrire, par le menu et preuves à l'appui, le mécanisme d'une justice de classe qui ne recule devant rien, ni le mensonge ni la calomnie, pour écraser un homme et par la même occasion essayer de détruire, en l'espèce, le syndicalisme d'action directe. C'est la leçon à retenir de cette affaire. Ce qui nous intéresse aujourd'hui, c'est la mécanique et le processus employés par la bourgeoisie d'alors, car rien ne dit que, dans d'autres circonstances et dans d'autres lieux, elle n'en use encore. À nous de nous en souvenir et d'y prendre garde.

Hugues Lenoir

*Groupe Commune de Paris
de la Fédération anarchiste*



Patrice Rannou, *L'affaire Durand*, Éditions Noir et Rouge, 2013, 166 pages, 11,50 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Le Grand Nord exige l'entraide

LES ÉDITIONS LIBERTALIA récidivent. Après *Le Mexicain*, *Grève générale* et *Un steak*, voilà qu'elles publient à nouveau un texte de Jack London. Intitulé *Construire un feu*, le texte, rédigé au début du siècle dernier, avait déjà vu le jour chez Phébus en 2007. Le voici donc à nouveau publié, mais dans une traduction inédite – qu'on ne peut que saluer – commandée pour l'occasion et signée Philippe Mortimer. Dans cette édition, Libertalia propose deux versions d'une – presque – même histoire : une rédigée en 1902, l'autre, plus longue, en 1908. Si mes faveurs vont davantage à la seconde (qui est la première de l'ouvrage), les deux méritent d'être lues, d'autant que l'auteur y apporte vraiment quelques variations.

À la lecture, les deux textes semblent tenir davantage de la fable que de la nouvelle, comme souvent chez London, du moins lorsqu'il se frotte à la forme courte – qui lui sied si bien. Mais peu importe, après tout, ces considérations formelles, la question étant surtout de savoir ce que l'auteur cherche à nous dire à travers l'histoire de cet homme solitaire, et quelque peu trop sûr de lui, qui marche dans un Yukon (territoire canadien frontalier de l'Alaska) glacial dans l'espoir de trouver des endroits où, le printemps venu, récupérer du bois de chauffage et de construction. Les pieds trempés suite à une chute dans un lit de rivière, l'homme se voit obligé de construire un feu pour sécher chaussettes et mocassins et, ainsi, éviter que ses pieds ne gèlent, sinistre prélude à sa propre mort. Sous le regard inquiet et impatient de son chien, un husky plus souvent fouetté que caressé, l'homme parvient à allumer le feu salutaire. Mais le soulagement n'est que de courte durée, le précieux foyer étant brusquement éteint par la neige tombant des branches d'un sapin. À nouveau exposé au grand froid, l'homme, contraint de construire un second feu, rencontrera de plus en plus de difficultés, les moins soixante

degrés ayant rapidement raison de ses mains et de ses pieds, provoquant l'arrivée d'une série de problèmes...

Haletante, l'histoire sera aussi l'occasion, pour le lecteur, d'en apprendre un rayon sur les erreurs à éviter dans pareille situation, ce qui n'est pas sans donner au livre un petit côté « guide de survie dans le Grand Nord » très sympathique. Mais l'intérêt de l'ouvrage, on s'en doute, réside surtout ailleurs, dans son message. Car si les deux textes proposent un dénouement différent, le discours tenu par London reste le même : l'individualisme

L'individualisme est une impasse. Une impasse qui peut nous faire frôler la mort, voire nous y conduire.

est une impasse. Une impasse qui peut nous faire frôler la mort, quand elle ne nous conduit pas directement à son chevet. Un message peut-être entendu maintes fois, mais qu'il semble toujours nécessaire de tenir au sein de nos sociétés contemporaines, gangrenées par l'égoïsme et un certain culte de l'individu. Et quand ce message est porté par la plume de l'auteur de *L'Amour de la vie*, il est sans doute en mesure de percer les nuées des plumes médiatiques pour se faire entendre, espérons-le, du plus grand nombre. D'autant que cette réédition à l'aube de l'hiver tombe tristement à pic. Car nul doute que, cette année encore, ici même en France, et sans aller chercher dans le Grand Nord, des sans-abri mourront de froid, dans l'indifférence et la solitude – sans avoir choisi, contrairement à l'homme du Yukon, ni l'une ni l'autre, mais ayant, comme lui, manqué des autres, de nous autres.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui de la Fédération anarchiste



Jack London, *Construire un feu*, Éditions Libertalia, 2013, 70 pages, 7 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Dans la rue contre les violences faites aux femmes

Retour sur la manif du 8 mars



QUELQUES MILLIERS DE PERSONNES ont manifesté samedi à Paris jusqu'à l'Assemblée nationale contre les violences faites aux femmes et pour la pénalisation des clients de prostituées. La manifestation, qui se tenait à l'avant-veille de la Journée internationale contre les violences faites aux femmes, venait du Collectif national pour les droits des femmes, qui regroupe des associations féministes, des syndicats et des partis politiques. En tête de cortège, plusieurs femmes parlementaires, dont la députée PS Maud Olivier, coauteur de la proposition de loi «renforçant la lutte contre le système prostitutionnel». Avant de partir de la gare Montparnasse en début d'après-midi, les manifestants ont symboliquement déposé dans une urne des bulletins portant l'inscription: «Prostitution,

votez: abolition». Au début du parcours, des jeunes du collectif 8 Mars pour tout-e-s, qui pensent que la pénalisation des clients «préciserait encore plus les prostituées», ont tendu, de part et d'autre de la rue de Rennes, une banderole proclamant: «Clients pénalisés = putes assassinées». Des compagnons de la Fédération anarchiste étaient présents samedi. Ils ont expliqué leur action en affirmant: «Nous devons faire quelque chose de bien. Nous ne laisserons pas cette journée être récupérée par ces organisations autoritaires et réactionnaires.» Plutôt que de défiler aux côtés des groupes peu recommandables, ils ont donc préféré marquer leur soutien aux copains et copines déployant une banderole de soutien aux prostituées des deux sexes. Ceci leur a permis de revoir les trognes de «camarades» du PCF et de

leur service d'ordre qu'ils avaient déjà croisées le 8 mars dernier, augmentées d'un ou deux excités des JC. Nos compagnons ont passé le reste de la manifestation à bonne distance des deux rangées de brassards rouges – si touchante attention à leur égard – les empêchèrent néanmoins de soutenir la deuxième action de compagnons, qui déversèrent symboliquement du faux sang sur le passage de la manifestation. Dans l'ensemble, cette mobilisation a réuni près de 1 500 personnes et est jugée satisfaisante. Le service d'ordre du PCF, agrémenté de quelques personnes du Parti de gauche (pour qu'il y ait au moins quelques femmes dans leur dispositif), était visiblement agacé et provocateur.



Jeudi 5 décembre

10:00 > 12:00 **Chronique hebdo.** Leny Escudero pour présenter son livre *Ma vie n'a pas commencé.*

20:30 > 22:30 **Entre chiens et loups.** Noël approche et Jazzlib' a essayé de trouver du jazz pour nos petites fêtes multicolores. Comment faire passer auprès d'eux une musique difficile? Chers parents soyez à l'écoute!

Vendredi 6 décembre

10:00 > 11:00 **For a Few Sixties More.** Des vieilleries vinyles reggae en provenance des caves de Brighton et de Londres.

14:30 > 16:00 **Les oreilles libres.** Franck Vaillant est un batteur intersidéral qui a enregistré plus de trente disques.

Samedi 7 décembre

11:30 > 13:30 **Chronique syndicale.**

Lundi 9 décembre

11:00 > 13:00 **Lundi matin.**

16:00 > 18:00 **Trous noirs.** Les alternatives autogestionnaires en actes, îlots isolés ou préparation à une autre société? Avec Hervé Krief, animateur de la coopérative autogérée L'Indépendante.

Mardi 10 décembre

18:00 > 19:30 **Pas de quartiers...** A propos de la réédition de *Histoire des philosophies matérialistes*, le groupe Louise-Michel, reçoit l'auteur Pascal Charbonnat et Martine Samé.

19:30 > 20:30 **Parole d'associations.** La compagnie Sara Veyron en lien avec le Théâtre du Chaos viendra nous présenter ses activités de théâtre interactif.

Mercredi 11 décembre

10:30 > 12:00 **Blues en liberté.** Robert Wilkins.

18:30 > 20:30 **Femmes libres.**

20:30 > 22:30 **Ras les murs.** Actualité des luttes des prisonniers en lutte qui s'organisent pour l'amélioration des conditions de détention.



Du nouveau à la FA

Une nouvelle liaison de la FA est présente dans le département de la Drôme (26). Vous pouvez contacter la liaison de Valence à l'adresse valence@federation-anarchiste.org.

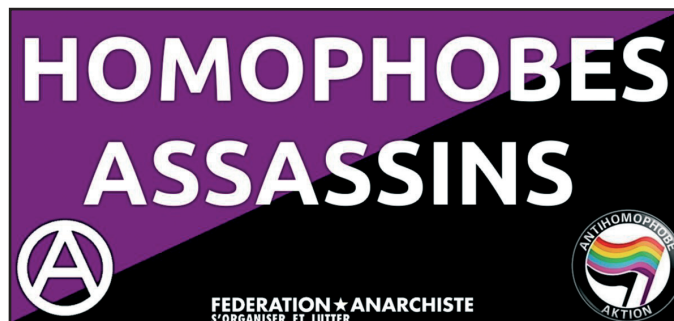
Un nouveau groupe de la FA a vu le jour à Paris. Vous pouvez joindre le groupe Jean-Baptiste-Botul à l'adresse botul@federation-anarchiste.org.

Le groupe d'Aubenas, dans l'Ardèche (07), vient d'ouvrir un blog à l'adresse www.aubana-lautre.net. Contact : FA-groupe-daubenas@wanadoo.fr.

PROPAGANDE PROPAGANDE PROPAGANDE



Autocollant



Autocollant



Autocollant

Lecteurs, lectrices, vous pouvez vous fournir en autocollants et affiches, en vous adressant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les affiches sont à 7 euros les 50. Les autocollants sont à 2 euros les 50.

PROPAGANDE PROPAGANDE PROPAGANDE

AGENDA

Jeudi 5 décembre

Eaubonne (95)

20h30. Rencontre avec Danièle Linhart sur le thème de la souffrance au travail. 7, rue Jean-Mermoz.

Paris (V^e)

19h30. Réunion publique avec Michel Warschawski, militant pacifiste israélien. 37, rue Tournefort.

Vendredi 6 décembre

Paris XI^e

19 heures. Rencontre avec le collectif de la revue *Réfractations*. Présentation du n° 31: «Les conflits c'est la vie!» Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 7 décembre

Marseille (13)

17 heures. Présentation des giméologues des itinéraires Barcelone-Perpignan de Jordi Gonzalbo. 50, rue Consolat. Entrée libre.

Rouen (76)

15 heures. Voix libre: rencontre autour de lectures personnelles et développement du réseau d'échanges et de prêts multimédias. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire. Entrée libre.

Paris XI^e

16h30. Rencontre avec Christian Cauvin, auteur du *Capitalisme ne joue pas aux dés*. Comprendre le capitalisme financier pour s'en sortir. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Paris XVIII^e

17 heures. Projection du film documentaire *Esperanto* sous-titré en 22 langues. Suivie d'un débat sur la langue internationale avec des membres de l'association SAT-Amikaro. À la bibliothèque libertaire La Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Dimanche 8 décembre

Auterive (31)

17 heures. Projection du film *La Dette*, suivie d'un débat avec F. Morin et P. Mignard. 8, place du 8-Mai-1945.

Mercredi 11 décembre

Lille (59)

19h30. Projection-rencontre autour de *Bassin Miné: chantier interdit au public*, un film sur le devenir des corons. Centre culturel libertaire (CCL), 4, rue de Colmar. Métro Porte-des-Postes. Entrée libre.

Jeudi 12 décembre

Annonay (07)

19h30. Conférence-débat sur le thème «Défaire ses idées reçues sur l'anarchisme» avec Philippe Pelletier, docteur en géographie, auteur de *L'Anarchisme, vent debout!* et *Géographie et anarchie: Reclus, Kropotkine, Metchnikoff*. À la librairie La Parenthèse, 9, boulevard de la République.

Metz (57)

20h30. Projection du film *The Lab* en présence du réalisateur israélien Yotam Feldman suivie d'un débat au Marlymage, rue de Metz.



L'anarchisme sous la Révolution française

Cycle de conférences

Par Erwan (groupe Louise Michel)

Vendredi 6 décembre

19h30. Du droit de résistance à la révolution permanente. Le droit de résistance est un thème central de la Révolution française. Mais face à l'autoritarisme de la Convention et aux tentatives pour freiner le processus révolutionnaire, ce droit en vient parfois à être défendu sous la forme plus radicale d'une «révolution permanente». Cette conférence s'intéressera au lien entre la pensée anarchiste et cette volonté d'empêcher le retour à l'ordre institutionnel et à l'obéissance aveugle aux lois ou à la tradition.

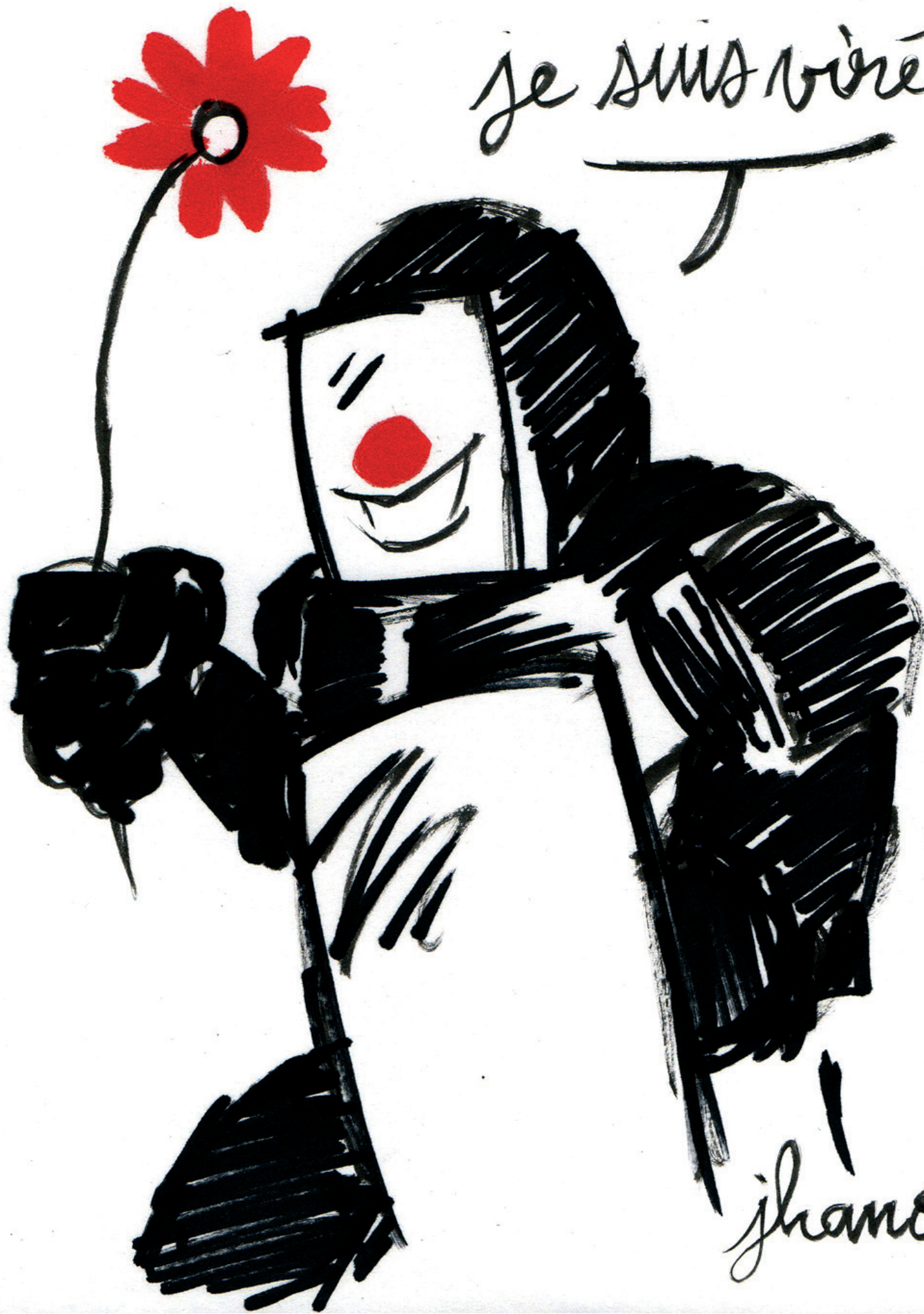
Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris. Métros Abbesses ou Blanche. Entrée libre. [Bibliothequelarue.over-blog.com](http://bibliothequelarue.over-blog.com).

À partir du 13 novembre

Quand Sisyphe se révolte, un film documentaire d'Abraham Ségol. Dans tous les bons cinémas.



je suis viré!



ghano